

EUROPE ACTION



LES BARBOUZES AU POUVOIR ?

Porte ouverte
sur
le
monde,
morte
saison
où
germe
le
printemps,
annonce
des
temps
nouveaux
et
du
réveil
de
l'Occident.
Voici
notre
numéro
de
Février.
Voici
les
amis
rassemblés
et
la
flamme
de
leur
volonté.



EUROPE ACTION

MAGAZINE DE L'OPPOSITION NATIONALE
68, rue de Vaugirard, Paris VI^e. Tél. 222.76.06

DIRECTEUR : *Christian Poinsignon.*
DIRECTEUR POLITIQUE : *Dominique Venner.*
RÉDACTEUR EN CHEF : *Jean Mabire.*
COMITÉ DE RÉDACTION : *Pierre d'Arribère, Coral, Jean Deni-
pierre, Jacques Devidal, Gilles Fournier,
Pierre Hofstetter, Pierre Lamotte, Guy
Lancelot, Pierre Marcenet, François d'Or-
cival, Loïc Pen-Du, Guy Persac.*
SERVICE PHOTO : *Jean Muscat.*
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : *Fabrice Laroche.*
CORRESPONDANTS :
Espagne : *Antonio Bernardo.* Etats-Unis : *Pietr Wilkinson.*
Amérique Latine : *Erwin Ratz.* Italie : *Antonio Lombardo.*
Allemagne : *Wolfgang Silling.* Portugal : *Zarco M. Ferreira.*
Directeur de la publication : *Christian Poinsignon.* — Im-
primerie Dévé, Evreux. — Dépôt légal : février 1966. — Périodicité
mensuelle. — Photos de la couverture : Collection H. Roger
Viollet et Daniel Cande (verso).



PRIME MINISTER
SALISBURY
6th December, 1965.

M. Dominique Venner,
Directeur,
EUROPE ACTION,
68, rue de Vaugirard,
Paris, 6^e.
France.

Dear M. Venner,

The Prime Minister has asked me to thank you for your message, and to say how deeply he appreciates your kind words of encouragement and support.

He has asked me to assure you that he and his Ministers took their decision only after the most earnest and careful consideration, and that they adopted this course of action in the sincere belief that it was in the best interests of Rhodesia and all its peoples.

He is sorry that, owing to pressure of work, and the great many letters and telegrams he has been receiving, he is unable to reply to you personally, but he sends you his best wishes.

Yours sincerely,

Private Secretary to the
Prime Minister

La lettre

IAN SMITH ÉCRIT A «EUROPE-ACTION»

INFORME du soutien sans réserve apporté à son pays depuis la proclamation d'indépendance du 11 novembre dernier, Ian Smith, premier ministre de la Rhodésie, a envoyé à Dominique Venner, directeur politique d'EUROPE-ACTION, la lettre dont nous publions ci-dessus le fac-similé ; La Rhodésie reste au premier plan de l'actualité et nous faisons écho à son combat (pp. 24, 25 et 26). Jean MABIRE, au seuil de ce numéro de février, définit dans L'OCCIDENT ET LA LIBERTÉ, les raisons de notre lutte (pp. 4 et 5). En France, la V^e République entame le second septennat. André FIGUERAS, dans une Tribune libre (p. 6), François BRIGNEAU, Jean-André FAUCHER et Dominique VENNER, dans une Table Ronde (p. 7 à 10) évoquent les premiers pas du régime et notre avenir. Après le carnet de l'opposition nationale (p. 11) et la tournée des Nouveaux ministres (p. 12), Fabrice LAROCHE inaugure une nouvelle rubrique : Quatre semaines dans le monde (p. 13 à 16). Notre dossier du mois, sous la plume de Guy LANCELOT est consacré à un sujet brûlant, Les barbouzes au pouvoir (pp. 17 à 20) tandis que l'enquête de Jacques DEVIDAL aborde un autre sujet d'actualité : les viols (pp. 21 et 22). Guy PERSAC nous fera vivre avec les médecins libres (p. 23), Pietr WILKINSON, avec les étudiants américains (p. 27) et François d'ORCIVAL avec les communistes chinois à travers Jules Roy (p. 28). Après les livres (p. 29) et les spectacles (p. 30), notre numéro s'achève par le courrier (p. 32), que domine une lettre écrite, dès sa sortie de prison, par Maurice GINGEMBRE (p. 33).

PRIME MINISTER
SALISBURY
6 Décembre 1965

M. Dominique Venner
Directeur
EUROPE-ACTION
68, rue de Vaugirard
Paris (6^e)
FRANCE

CHER MONSIEUR VENNER,

LE PREMIER MINISTRE M'A DEMANDÉ DE VOUS ENVOYER SES REMERCIEMENTS POUR VOTRE MESSAGE ET DE VOUS DIRE COMBIEN IL APPRÉCIAIT VOTRE ENCOURAGEMENT ET VOTRE SOUTIEN.

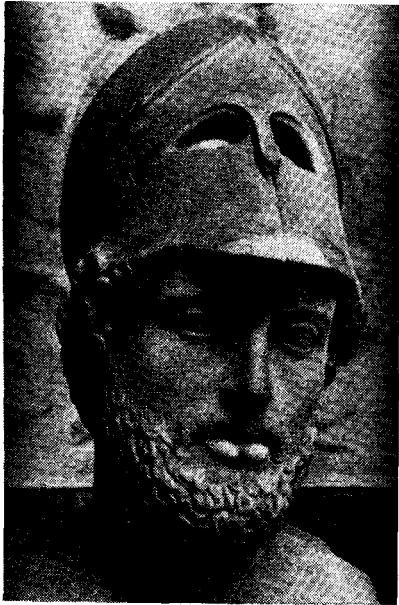
IL M'A DEMANDÉ ÉGALEMENT DE VOUS ASSURER QUE LUI AINSI QUE SES MINISTRES N'ONT PRIS LEUR DÉCISION QU'APRÈS LES RÉFLEXIONS LES PLUS ATTENTIVES ET QU'ILS ONT DÉCIDÉ CETTE LIGNE D'ACTION ÉTANT SURS D'AGIR DANS LE MEILLEUR INTÉRÊT DE LA RHODÉSIE ET DE TOUTE LA POPULATION.

IL S'EXCUSE, ÉTANT DÉBORDÉ PAR LE TRAVAIL ET LE GRAND NOMBRE DE TÉLÉGRAMMES ET LETTRES, DE NE PAS RÉPONDRE PERSONNELLEMENT ET IL VOUS ENVOIE TOUS SES MEILLEURS VŒUX.

R. THOMPSON

Secrétaire privé du
Premier Ministre

La traduction



LE VISAGE DE PERICLES
Le grand Siècle occidental

L'OCCIDENT ET

Il est une histoire de mon pays que j'aime beaucoup : lorsque des sujets de l'ex-empire de Charlemagne virent débarquer sur leurs rivages, vers le IX^e siècle, des marins-paysans vikings, venus du Nord par « la route des mouettes », ils demandèrent à l'équipage d'un de ces navires d'émigrants guerriers :

— Quel est votre seigneur ?

La légende rapporte que les envahisseurs « barbares » rirent beaucoup (on sait qu'ils avaient le rire énorme et dévastateur) et ils répondirent à ceux qui les interrogeaient :

— Chez nous, chacun est sire de soi, c'est-à-dire seigneur de lui-même.

SEIGNEUR DE SOI-MEME

Cette profession de foi ne manqua pas de choquer des gens un peu trop habitués pendant de longs siècles à la trique romaine et à la crosse ecclésiastique. Elle s'inscrivait pourtant dans le droit fil de la véritable tradition occidentale. C'est le goût de la liberté qui animait les anciens Grecs, quand ils conçurent la démocratie aristocratique

sous les colonnes du Parthénon. C'est lui qui inspirait les Islandais, contemporains des Vikings de notre histoire, quand ils créèrent, dans un paysage de volcans, de geysers et de lacs, le premier parlement du monde moderne, l'Althing où siégeaient tous les hommes libres, l'épée à la main, les lois dans la mémoire et le sang des ancêtres dans les veines.

LA LIBERTE ET L'HONNEUR

Cet amour passionné de la liberté, ce désir irrésistible d'être « seigneur de soi-même » et de refuser toute dictature politique ou religieuse, demeure une constante du génie européen. La liberté, si curieusement accolée, par des rêveurs sanguinaires, à une égalité ignorante des lois de la nature et à une fraternité oublieuse des lois du clan, la liberté est, depuis les âges les plus lointains, la haute passion qui forme, avec le sens de l'honneur, un des piliers de notre monde occidental. Sans cette recherche éperdue de la liberté, sans ce besoin de s'affirmer, malgré les entraves et les dogmes, maître de soi-même, maître du monde, sans cette volonté, il n'y aurait pas eu d'Occident, il n'y aurait pas eu d'histoire, il n'y aurait pas eu de progrès.

Contre la forêt et le glacier, con-

tre les flots écumeux des mers sans limites, contre la ruée dévastatrice des multitudes orientales, nous avons mené les combats les plus rudes et les plus nobles. Et toute notre aventure, depuis des millénaires, n'est qu'une révolte contre toutes les entraves. Nous n'avons jamais voulu d'autres frontières, géographiques ou spirituelles, que les limites de notre force, selon le mot magnifique de l'écrivain Ernst von Salomon, du temps où il se battait dans les corps francs de la Baltique.

Cette passion de la liberté nous a conduits, à l'aurore de notre histoire, jusqu'aux plaines de l'Inde et par delà les vagues de l'Océan. Elle nous a permis, quelques millénaires plus tard, d'émerger de la nuit de l'âge théologique, après ces siècles noirs où l'Occident ne produisait plus rien, avant de connaître la lumière de la Renaissance.

LIBERTINS ET LIBERTAIRES

La liberté n'a jamais cessé de vaciller, petite flamme tenace qui défiait les princes, les rois et les papes. Au XVII^e siècle, on nommait par dérision « libertins » ceux qui allaient transformer cette flamme en bûcher où brûleraient toutes les fausses vérités de l'absolutisme et de la révélation. Au XIX^e siècle, on nommait « libertaires » ceux qui dé-

LA LIBERTÉ



LE CHEVALIER DE BAMBERG
L'aube de la Renaissance

faient les bourgeois et les banquiers et voulaient libérer le peuple des griffes des Rothschild.

CONTRE L'EMPIRE MONDIAL

Et, pire que tout terme de moquerie ou de scandale, les adversaires les plus permanents et les plus résolus de la liberté ont confisqué le mot à leur profit. Ceux qui parlent de la liberté de l'homme, de la libération de la classe ouvrière, des droits de la personne ou du respect des lois, ceux-là rêvent d'instaurer la plus gigantesque des tyrannies : l'empire mondial, universaliste et indifférencié. Les sectateurs d'Abraham et de Karl Marx osent parler de liberté, alors qu'ils veulent nous voler jusqu'à notre âme, avec la couleur de notre peau, nos trésors de pierre, les légendes de nos batailles et de nos travaux, les pas de nos pères sur toutes les routes du monde...

On veut nous retirer la première des libertés, celle d'être nous-mêmes, sans honte et sans regret. Les Vikings que j'évoquais au début de cet article sont désormais, comme tous les hommes d'Occident, des coupables. Ils n'avaient pas barbouillé leurs fameux casques à cornes d'auroch avec la peinture bleue pâle des miliciens de l'O.N.U. Ils ignoraient les lois de l'Eglise et de l'Empire. Et, s'ils avaient trouvé sur

leur chemin des envoyés des Nations-Unies venus leur faire la morale, ils les auraient envoyé joyeusement sur une autre planète.

Si l'on cherche une conclusion politique, il faut affirmer combien la gauche a abusivement usurpé de ce terme de liberté. Ni les chrétiens progressistes ni les attardés marxistes n'ont le droit de se réclamer de la liberté. Mais la droite ne fait pas meilleure figure. Ces gens ont trahi l'Occident, en rêvant depuis plus de cent cinquante ans à un succédané de la monarchie et en se gargarisant de ses mythes les plus étrangers à notre monde, dont le plus redoutable est la théocratie, que le bon sens populaire baptise le régime du sabre et du goupillon...

Eh bien, ils l'ont leur général qui va à la messe, leur super-patriote du petit hexagone, leur homme d'ordre, de puissance, d'autorité. Le Général De Gaulle répond à toutes les caractéristiques de « l'homme providentiel ». Ils voulaient les dragons de Louis XIV pour réduire tous les « protestants » et ils ont les barbouzes pour « faire leur fête »... Ils voulaient un gouvernement à poigne. Ils sont servis !

PAS D'HOMME PROVIDENTIEL

Et quand ils ne sont pas contents de De Gaulle, les gens de droite lui cherchent un remplaçant qui lui ressemblerait comme un frère, une

sorte de Franco rajeuni. Ils ne guériront jamais de ce goût pour le collier et la chaîne. Il leur faut un « chef ». Les voilà maintenant pendus aux basques de Lecanuet ou de Defferre (ou des deux ensemble). Ils veulent de grandes photographies sur les murs, des portraits-robots du candidat idéal. La binette de Mao-Tsé-Toung en grand format les empêche de dormir. Et De Gaulle les obsède au point qu'ils veulent un contre-De Gaulle comme ils espèrent une contre-Révolution.

NOS PROPRES VALEURS

A force de chercher son modèle chez l'adversaire, on finit par renier l'Occident, par demander des leçons de fascisme à Fidel Castro ou des leçons de racisme à Israël ! Pour nous, l'Occident ne se définit pas par rapport au tiers-monde ou au proche-Orient. Il est lui-même. Il n'a pas à chercher ailleurs que chez lui les valeurs qu'il doit préserver et illustrer.

L'Occident et la liberté, tel était mon titre. J'aurais pu aussi bien dire : l'Occident EST la liberté.

Jean MABIRE



LE MINISTÈRE B.B.

par
André FIGUERAS



André FIGUERAS est un ancien parachutiste de la France libre et un glorieux combattant de la Résistance. Journaliste, écrivain, polémiste, il a collaboré à Combat, au Journal du Parlement, à La Nation Française, à Fraternité Française.

Il a fort bien connu les coulisses de la IV^e République et sa « ZOOLOGIE DU PALAIS BOURBON » lui a valu des félicitations écrites de De Gaulle. La trahison de l'Algérie Française le jette dans l'opposition la plus active et il devient le journaliste le plus poursuivi par le régime.

Citons parmi ses livres : « Les origines étranges de la V^e République », le « Petit Guide d'anti-cinquième », « Charles le Dérisoire », « Le Général mourra », « Les gaulistes vont en enfer ». La plupart de ses livres ont été saisis par le Pouvoir. Mais André Figueras n'en a cure : il reste inébranlable. Cette tribune libre le révèle plus mordant que jamais.

Vingt Dieux ! Le beau ministère, et comme M. Edgar Faure y apparaissait à point, pour prouver la rénovation, et la rupture définitive avec la IV^e République ! Il est vrai qu'au temps où l'Edgar fourguait le Maroc comme une vulgaire Algérie, — quelques personnages du R.P.F. l'insultaient, et manifestaient même l'intention de l'assassiner. Mais aujourd'hui que l'Algérie est algérienne, ces personnages sont députés, et ils peuvent embrasser Folleville...

M. Jean Sainteny ayant beau s'être comporté en Saintentytuche et n'avoir, depuis 1961, jamais donné le moindre signe de vie à sa filleule Dominique Salan, il n'en a pas moins dû céder la place à quelqu'un qui pût arguer d'actions plus positives et qui possédât des bataillons de demi-soldes depuis Evian.

TRIBUNE LIBRE

Le plus intéressant de l'affaire est néanmoins le retour au bercail du Debré prodigue. Ce Debré fut autrefois, dans la politique française, une sorte de franc-tireur. Il est vrai que, sur sa franchise, des doutes ont été élevés et M. Robert La-coste, par exemple, m'affirmait récemment que jamais Debré n'a cru un mot de ce qu'il écrivait dans le Courrier de la Colère. M. Pierre Battesti, qui fut alors son factotum, et qui se flatte aujourd'hui d'être demeuré l'ami de M. Michel Debré, pourrait peut-être éclaircir ce point ?

A l'heure où j'écris ces lignes, on ne sait encore rien du programme, certainement mirifique, que Monsieur Debré va offrir à notre admiration. Gageons toutefois qu'il sera plein de promesses exquisés, et d'engagements solennels. Et nous ne risquons point de perdre, en pariant n'importe quel enjeu, que ces promesses vaudront celles du Forum, et que les engagements seront tenus comme ceux d'Oran et de Mostaganem.

Il est en effet du destin de la V^e République de ne pouvoir durer qu'en détruisant. Dans une première phase, elle a tenu aux dépens de notre province algérienne, dont

elle a fait sa pâture, raclant ainsi les suffrages enthousiastes de la gauche la plus bête du monde. Maintenant, c'est ce qui reste de l'économie française, déjà bien éprouvée par sept ans de « force de frappe » et de distributions aux rois nègres, — qui va être la proie et la nourriture du Système.

Et comme M. Pompidou, qui s'intéresse assez peu, il faut le reconnaître, aux affaires de la France ne possède pas le génie turbulent, agressif, démoniaque sous une cou-



ANDRÉ FIGUERAS
Le journaliste le plus poursuivi
de la V^e République

verture messianique, qui a déjà permis une première fois de prolonger le régime en sacrifiant le pays, — force est bien de recourir de nouveau, lorsqu'il s'agit d'organiser un autre désastre, à celui qui prépara la plus grande honte française depuis le traité de Troyes.

Derrière les figures de proue de MM. Debré et Sangrinetti, le jovial et bambochard Pompidou n'apparaîtra plus qu'assez pâle, et pour ainsi dire secondaire. Ce qui permet de donner au gouvernement qui vient de s'installer l'appellation abrégée de « ministère B.B. ». Je veux dire, naturellement, « Barbouzes et Bazooka »...

UNE TABLE RONDE D'EUROPE-ACTION

Le
Samedi
22 Janvier 1966,
trois journalistes
se retrouvaient
dans les
bureaux d'
EUROPE-ACTION :
François
BRIGNEAU,
Jean-André
FAUCHER
et
Dominique
VENNER.
Ils
ont confronté
leurs
opinions
sur
l'actualité
politique
et les
possibilités
de
l'opposition.
Librement,
amicalement,
franchement,
ils s'expliquent
sur
la Gauche,
la Droite,
le Socialisme,
le Nationalisme,
la France,
l'Europe
et
le Monde.
Ensemble,
ils regardent
l'Avenir.



Dominique VENNER.

Je crois qu'au lendemain des élections présidentielles, un recasement politique est nécessaire. Les thèmes sur lesquels se faisaient les anciennes classifications ne correspondent plus à la réalité, et cela n'est pas nouveau.

Jean-André FAUCHER.

Effectivement, les facteurs d'agglomération politique sont usés. Je crois que, les uns et les autres, nous avons contribué à planter des points de repaire à partir desquels la redistribution doit se faire. Nous l'avons faite, les uns chez Tixier-Vignancour, les autres chez Mitterrand. Cela ne veut pas dire que nous allons vers les mêmes formations ; ce qui est important, c'est que nous ayons conscience de la nécessité d'une redistribution des forces. Nous sommes arrivés à la fin d'une certaine période politique. Une autre commence.

Dominique VENNER.

Il y a en France une étonnante stabilité politique, qui est d'ailleurs la résultante d'une vieille loi. En dehors des grandes crises économiques ou passionnelles, la population reste fidèle à ses familles politiques, même lorsque celles-ci ne correspondent plus à la réalité. C'est le cas aujourd'hui. Les mots qui ont été utilisés ne correspondent plus à grand chose. Les mots de Droite, de Gauche, d'Opposition Nationale, n'ont pas le même sens dans des bouches différentes.

François BRIGNEAU.

Lorsque l'on veut analyser la situation politique, il faut, je crois, éviter de mélanger ceux qui font de la politique et ceux qui interviennent à un moment donné dans la politique, c'est-à-dire les électeurs. Certains militants peuvent évoluer, mais, dans le peuple, réside, comme le disait Dominique Venner, une stabilité incontestable. Il y a, en gros, deux camps : Les Blancs et les Bleus, la Gauche et la Droite.

Ce qui est grave, c'est que l'on ne parvient pas à sortir de ce di-

lemme. La Gauche et la Droite ne signifient plus rien et, pourtant, la majorité des gens continuent à se tenir autour de ces deux pôles. Ne parlons pas d'utopies, car ce serait aller trop loin ; restons au niveau des sentiments. La Gauche sentimentale, c'est le droit de l'individu contre l'État, et c'est la participation de l'ouvrier aux bénéfices des patrons ou de l'entreprise. Or, pratiquement, la Gauche réelle, c'est la technocratie, et plus personne dans cette famille politique ne croit plus au socialisme. La participation ouvrière à la direction de l'usine n'est pas actuellement un moteur pour la Gauche. La Droite sentimentale, c'est l'Ordre, la raison d'État, le nationalisme étroit. Mais lorsqu'il s'agit de voter, cet imbroglio cesse. On revient toujours aux grandes lignes, et la Droite vote avec la Droite, et la Gauche avec la Gauche.

La seule chose qui a cassé ce jeu là, c'est le gaullisme. Et, face au gaullisme, nous sommes désarmés, incapables de nous entendre sur une plateforme de départ, de réaliser le vieux rêve de prendre à la Gauche, le socialisme, et à la Droite, le nationalisme. Ceci, d'ailleurs, est dépassé, parce que, le socialisme n'a pas fait ses preuves. Le nationalisme français est dépassé par les problèmes raciaux et européens. Nous sommes dans une période charnière, de renaissance, dans laquelle une reconversion profonde est nécessaire. Nous n'avons pas encore de moyens financiers, matériels ou humains pour jouer tout de suite un rôle important, ou même dans les années à venir. Il faut, dès maintenant, réaliser cette reconversion qui, jusqu'à présent, a toujours été ratée, liée qu'elle était au but immédiat et électoral. Il ne faut pas avoir peur de dire que nous allons travailler pour nos enfants et pour les enfants de nos enfants. La clé de notre réussite, c'est vous, Dominique Venner, qui me l'avez donnée lors de l'une de nos discussions. Il faut savoir attendre et mettre le temps de notre côté. Il faut bâtir une Eglise doctrinale, former

des militants de base, sans vouloir brûler les étapes, afin qu'un jour ce pays puisse exprimer sa vérité politique profonde et non plus une croyance sentimentale.

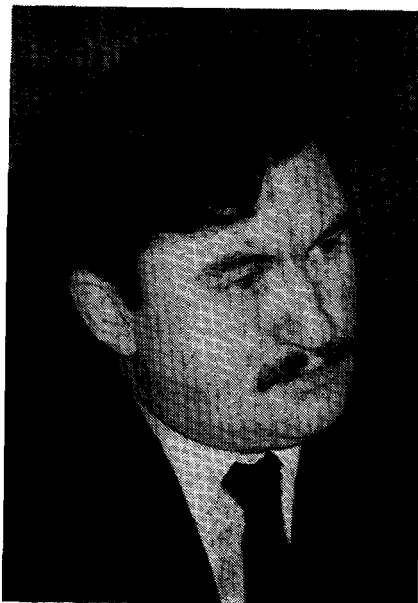
Jean-André FAUCHER.

Je ne vous surprendrai pas, en vous disant que je ne suis pas d'accord avec les définitions de Brigneau. Cependant, je crois qu'effectivement, un important facteur sentimental fait que les gens restent attachés à la Droite et à la Gauche. Mais où je ne suis pas d'accord, c'est lorsque vous affirmez que le socialisme est mort. C'est faux ; il y a une crise incontestable dans la Gauche ; elle est due à l'évolution de la société et au statisme des partis. Mais demeurent des gens qui sont attachés aux valeurs socialistes et qui admettent que le socialisme, tel qu'on l'a défini jusqu'à présent, n'est plus valable et qu'il faut redéfinir un socialisme moderne.

Je sais également qu'un certain nombre de gens attachés aux valeurs de la Droite se rendent compte que la Droite n'est plus capable de réaliser ses valeurs. Ces gens-là cherchent autre chose. Il suffit de lire ce que pouvaient récemment écrire Jean Mabire ou Dominique Venner, pour comprendre que cette recherche existe chez des hommes de Droite ou voisins de la Droite. Ce que vous faites, vous, dans votre famille politique, d'autres le font à Gauche, et je voudrais que vous le reconnaissiez. Le réveil de la jeunesse, lors des dernières élections présidentielles, peut faciliter le renouvellement.

Dominique VENNÉR.

Il paraît évident que les problèmes posés autrefois à nos pays ne sont plus les mêmes. Des transformations considérables se sont opérées. Ceci entraîne une conception nouvelle du rôle de l'homme politique et des organisations. François Brigneau disait tout à l'heure que les grandes querelles du passé, celle du socialisme et du libéralisme, de la Droite et de la Gauche, sont dépassées. C'est bien vrai. Pour déterminer les grands thèmes de l'avenir, on pourrait faire une nomenclature des sujets d'inquiétude qu'un occidental lucide peut avoir aujourd'hui. Il y a tout d'abord, sur le plan mondial, la démographie galopante du Tiers-Monde.



François BRIGNEAU.

47 ans ;

Rédacteur en chef adjoint de « MINUTE » ;

A écrit sous les noms de COCO BEL ŒIL et de Julien GUERNEC ; En 1947, a fondé, avec Boutang et Blondin, « La dernière lanterne » ; Rédacteur en chef de « Rivarol », (1951-1952) ;

Orateur des réunions nationalistes (20 mai 1965, 27 janvier 1966) ;

Vient de démissionner du Comité Tixier-Vignancour.

Je suis sentimentalement un homme de gauche ; j'ai été élevé dans l'admiration de Jaurès. Mais ceux qui, comme moi, ont changé de camp, qui ont évolué, sont une infime minorité. La majorité de mes camarades ne m'ont pas suivi dans mon évolution. Pour eux, je suis un traître, un personnage un peu fou, car il se trouve que j'ai trouvé de l'intelligence chez Maurras et de l'intérêt chez Drieu. Seuls les éléments rarissimes qui réfléchissent échappent à la stabilité politique.

François BRIGNEAU

Les masses de couleur augmentent autant en nombre qu'en haine pour l'homme blanc. La pression s'accroît. Un jour la bouilloire explosera.

En France, l'immigration importante d'éléments de couleur pose un grave problème qu'on ne peut dissimuler. Il est prévu par le V^e Plan que l'immigration africaine devrait avoisiner le million aux alentours des années 1980. Nous savons que les Noirs sont actuellement 300 ou 400.000, compte tenu des Martiniquais. Nous savons également l'importance de la population nord-africaine.

Ces gens-là vivent seuls, en célibataires. Nous pensons qu'ils ne pratiquent pas en permanence l'homosexualité ou une continence héroïque. Il faut donc bien, à un moment donné, qu'ils aient recours à des femmes européennes. D'où les nombreuses liaisons que l'on peut déjà constater, ou encore les viols. Ce qui est grave pour l'avenir : nous savons que la base du peuplement de l'Europe, qui a permis son expansion civilisatrice, était celle d'une ethnie blanche. La destruction de cet équilibre, qui peut être rapide, entraînera notre disparition et celle de notre civilisation.

Autre problème lié au précédent : celui d'une transformation dans les conditions d'existence, provoquée par l'évolution de nos connaissances scientifiques et de leurs applications techniques. L'Occidental s'est rendu maître d'un certain nombre de lois naturelles, détruisant l'équilibre de la vie, qu'elles assuraient. Il a donc le devoir de les remplacer à l'aide de sa volonté et de ses connaissances. Or, pour le moment, nous en sommes loin. Nous sommes en pleine anarchie. Celle-ci entraîne cette démographie galopante du Tiers-Monde, et, chez nous, des dégradations biologiques extrêmement graves. Des tares provoquées par l'alcoolisme, par exemple, se transmettent héréditairement. On assiste à un affaiblissement général des qualités et des capacités de l'ensemble de la population. On peut être inquiet, quand on apprend que notre pays compte 1.500.000 jeunes « caractériels » ou « inadaptés ». Enfin sur le plan psychique, nous assistons à l'effraction mentale de notre peuple par les idéologues

mondialistes. Ceux-ci tentent d'imposer une conception de la vie qui nous est foncièrement étrangère. Ce n'est pas seulement de la propagande ; ils veulent faire passer cette mentalité dans la vie. Sur le plan culturel, artistique, architectural, on veut déraciner notre peuple, supprimer toutes ses créations originales et imposer un style de vie métissé, né dans le cerveau de l'intelligentsia universaliste.

Tout ceci implique que les hommes politiques de demain aient une attitude nouvelle. Il leur faudra opérer un choix dans l'utilisation des connaissances scientifiques et des moyens techniques, pour qu'elles favorisent notre progrès et non notre anéantissement. Ce choix doit être fait en fonction, non pas de concepts abstraits, mais de la connaissance objective des nécessités de la vie. L'homme politique a une responsabilité infiniment plus grande qu'autrefois. Dans ses attributions il y a la préservation de la vie dans ses aspects les plus intimes. Il doit posséder une force de caractère, un sens des responsabilités communautaires et une formation intellectuelle suffisante pour pouvoir opérer les choix nécessaires. Ceci implique donc une conception différente de l'action politique. Il faut désormais faire une part considérable à la formation et à la sélection des militants. Mentalité d'Eglise et non de politicien.

Jean-André FAUCHER.

Je ne suis pas d'accord avec votre analyse. Vous enterrez le socialisme, mais ce n'est qu'une certaine forme de socialisme qui est dépassée

En ce qui concerne l'immigration algérienne et le Tiers-Monde, je suis d'accord avec vous pour dire qu'il y a des problèmes. Mais je ne vous suis pas et je refuse de vous suivre jusqu'au bout de votre analyse. Je sais que l'immigration pose des problèmes. Il y a quelque temps, j'ai fait une enquête sur le problème de la lèpre ; pour cela j'ai interrogé des médecins qui m'ont affirmé que la renaissance de la lèpre était due aux immigrants allogènes. Mais le problème est social, politique, nullement racial.

François BRIGNEAU.

J'en reviens à votre apologie du



Jean-André FAUCHER.

44 ans ;
Rédacteur en chef de
« JUVENAL » ;
Président de la commission économique de la Convention des Institutions Républicaines ;
Historien, romancier. (« *Alger la Maudite* », « *La 5^e République* », « *Les Clubs politiques en France* », « *Les carnets d'un Fédéré* », etc.)
Secrétaire général du Club l'Atelier Républicain.
A soutenu activement la candidature de François Mitterrand.

Moi, en tout cas, je me sens socialiste. Je crois à une société socialiste. Ce ne sera pas le marxisme, car le marxisme est dépassé. Toute la formation que j'ai reçue a fait de moi un socialiste de tradition philosophique française. Mes derniers choix politiques ont des raisons économiques et sociales. Vous avez raison de dire que le marxisme a échoué. Mais il y a une place pour un socialisme moderne, échappant au marxisme et à la technocratie. Et on aurait tort, à mon sens, d'assimiler la Gauche à la technocratie.

Jean-André FAUCHER

socialisme. L'appétit socialiste n'est plus un moteur. Le socialisme ne mobilise plus les gens, ne les excite plus...

Jean-André FAUCHER.

Pas d'accord ! La multitude d'adhésions que recueille chez les jeunes la Fédération Démocrate Socialiste, correspond bien à un désir de changer la société !

François BRIGNEAU.

Le fait que M. Lebrun, ancien patron de la C.G.T. soit devenu gaulliste, montre bien que les questions sociales sont devenues mineures, secondaires. Beaucoup de socialistes ont participé au gouvernement. Les réformes qu'ils ont apportées auraient très bien pu être réalisées par un Etat capitaliste intelligent. Le socialisme est mort. Je dirais même qu'il n'a jamais existé. Ce fut, en fait, un vieux rêve. Mais personne dans sa vie n'est socialiste. On ne construit pas sa famille sur une forme socialiste ! Or la politique, c'est la vie. Les socialistes n'ont pas pu imprimer dans les faits une philosophie qui était fautive. Nous avons un Etat socialiste, même communiste, l'U.R.S.S., qui fait du totalitarisme, du césarisme soit-disant prolétarien, mais dont l'idéologie est démentielle et n'a plus rien à voir avec le socialisme. Personne ne veut plus mourir pour le socialisme. En revanche, on est encore prêt à mourir pour une conception nationaliste de la société. Tous les conflits actuels sont nationaux ou raciaux. Personne ne veut plus se battre pour remplacer le capitalisme par le socialisme. Mais on se bat encore, dans le monde, pour conserver un drapeau.

Jean-André FAUCHER.

Les arguments de Brigneau ne m'ont pas convaincu. Les organisations syndicales sont sclérosées ; mais elles ne sont pas mortes. Il faut qu'elles s'adaptent. Il faut également que le syndicalisme participe à la vie politique, que la Charte d'Amiens ne soit plus invoquée pour justifier la non-participation à la vie politique.

François BRIGNEAU.

Depuis 1945, en Occident, aucune révolution ne s'est faite au nom du socialisme. C'est un fait. Le socialisme a été, bien sûr, un petit drapeau qu'ont agité les révolution-

naires, mais les gens se sont battus, sont morts, pour leur pays, ou pour leur race. Des gens de Droite sont morts au nom du Nationalisme. Il n'y a pas eu, à Gauche, de sursaut comparable à celui de l'Algérie Française. Quand De Gaulle a pris le pouvoir en 1958, la Gauche n'a pas réagi, ou bien peu réagi.

Jean-André FAUCHER.

Evidemment, vous assimilez l'Algérie Française à la Droite ! Mais cela me paraît totalement faux. Les gens de Bab-el-Oued, qui ont créé l'O.A.S., votaient quelques années avant, pour les communistes ; ceux d'Oran également. Des Francs-Maçons ont combattu pour l'Algérie Française. Albert Bayet, homme de gauche, a pris des positions fort courageuses. Degueldre avait combattu dans les rangs des F.T.P.

Dominique VENNER.

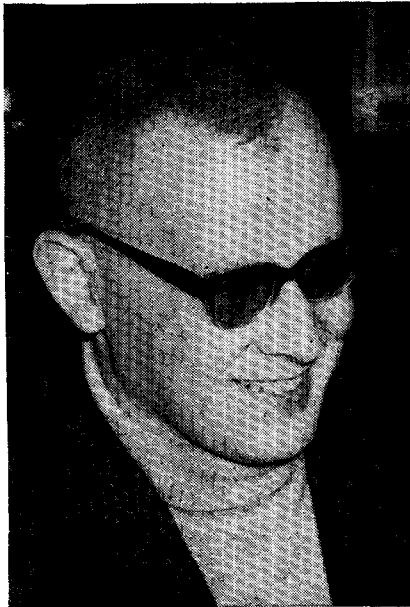
Depuis 1945, la Gauche est au pouvoir, ou du moins elle occupe des places confortables dans la société actuelle. Les dirigeants syndicalistes, comme les chefs communistes, participent à l'Ordre social établi. Ils font partie de l'Opposition admise. Ils ne sont plus révolutionnaires.

Jean-André FAUCHER.

Quand François d'Orcival et Fabrice Laroche m'ont envoyé leur dernier livre « Le courage est leur patrie » la dédicace disait qu'il y aura toujours deux sortes d'individus ; ceux qui veulent aller de l'avant, et ceux qui freinent le mouvement. Les gaullistes appartiennent à la seconde catégorie. Vous remuez la jeunesse et je m'en félicite, même si je ne suis pas toujours d'accord avec vous. Il est bon, à mon sens, qu'il y ait, dans tous les horizons politiques, des gens qui refusent les vérités immuables, les systèmes dogmatiques.

Dominique VENNER.

On a parlé de Gauche ; je crois qu'il serait plus juste de parler de marxisme. J'assimile au marxisme



Dominique VENNER.

30 ans ;
Directeur politique d' « EUROPE-ACTION » ;
12 mois de djebel en Algérie ;
15 mois de vie clandestine ;
18 mois à la Santé.
Auteur de l'essai : « Pour une critique positive », paru en 1962.

Il faut désormais, être soi-même, c'est-à-dire pouvoir exprimer notre conception de la vie par opposition à celle des « bien-pensants » de cette société. Notre pensée est l'expression lucide des nécessités de notre communauté, de l'Occident. Elle doit pouvoir durer ! Il faut donc un mouvement, car nous savons bien que la seule garantie de la permanence des idées, ce sont les militants.

Dominique VENNER

la tendance chrétienne progressiste. Les marxistes ont une attitude dogmatique, ils se définissent par rapport à une vérité immuable : l'homme est le produit de son milieu. Nous, au contraire, nous cherchons à avoir une meilleure connaissance des faits et du réel. Celle-ci nous apprend que l'homme est le produit de son hérédité.

François BRIGNEAU.

Je suis d'accord avec Dominique Venner ! Nous arrivons, je pense, à un point intéressant du débat. Que cherchons-nous dans la politique ? Si c'est pour prendre le pouvoir et faire une politique à la petite semaine, au gré des intérêts ou des pressions, cela ne m'intéresse pas. La race blanche a, aujourd'hui, un devoir à accomplir. Pour qu'elle puisse assumer sa mission, elle doit prendre conscience d'elle-même. Or, l'ennemi est dans nos rangs, en nous-mêmes. La lutte est bien plus difficile. Nous sommes pénétrés par une civilisation de mort dont nous sommes nous mêmes plus ou moins porteurs. Nous voulons un Etat qui soit à la hauteur. Nous devons repartir à quelques-uns, former, en cinq, dix, quinze ou trente ans, des gens capables de prendre l'Etat et de faire de cet Etat autre chose qu'une société de gestion.

Personnellement, j'ai engagé une action politique avec le Comité Tixier-Vignancour, c'était une opération par laquelle on pouvait rassembler un certain nombre de gens. Cette opération a raté à moitié. On a fait l'impossible, aidés par « Europe-Action ». On a obtenu les résultats que l'on sait ! Ce que je puis dire, maintenant, c'est que je ne serai pas de la reconversion de cette tentative dans un parti imprécis et désuni ! Nous avons fait prendre conscience au public d'un certain nombre de faits. Très bien ! Mais ce serait une erreur que de transformer ce comité électoral en un parti sans doctrine et sans avenir !

Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer

GUILLAUME LE TACITURNE

LE CARNET DE L'OPPOSITION NATIONALE

Noël Jacquemart vient de faire paraître l'édition internationale de son « Echo de la presse ». Celle-ci vient s'ajouter aux documents bi-mestriels et aux feuilles quotidiennes de la même publication qui paraît, elle, trois fois par mois. Jacquemart et son équipe sont les mieux informés sur tous les milieux de presse français.

L'Abbé Georges de Nantes, que les intégristes n'aiment pas parce qu'il leur a dit leurs quatre vérités, ni les progressistes parce qu'il est contre le ralliement de l'Eglise, publie une grosse brochure sur ses réflexions après le voyage du Pape Paul VI à l'O.N.U. (Abbé de Nantes, Maison St-Joseph, St-Parès les Vaudes — 10).

Le 20 janvier, dans le cadre d'une série de conférences sur le panorama de la pensée scientifique contemporaine, Jules Monnerot (« Sociologie du communisme ») a traité du marxisme et de l'esprit scientifique. Idée centrale, pour le plus sérieux des analystes du communisme politique et idéologique : le marxisme est un irréel passé.

Autre admirateur modéré de la pensée marxiste-léniniste : Pierre Gripari, 35 ans, grosses lunettes, col roulé, pantalon de velours, autodidacte forcené (connaît par cœur les contes de Kipling, l'œuvre de Tolstoï, les romans de La Table Ronde). Il vient de publier un recueil de contes et nouvelles fantastiques, mêlés d'humour noir et de philosophie. In-

terrogé sur l'existence de Dieu par un commissaire politique communiste, il répond : « Dieu est un petit bonhomme tout bleu qui fume sa pipe au coin du feu ». (« Diable, Dieu et autres contes de menterie ») (Ed. de la Table Ronde).

« Les marxistes sont des romantiques », c'est-à-dire des rêveurs, écrivait Robert Ardrey dans « Les enfants de Caïn » (Stock). Il démontrait que l'ancêtre de l'homme était un primate qui se servait non d'un outil mais d'une arme. C'était là le scandale. Son livre essentiel pour comprendre l'évolution de l'homme et de l'histoire, est épuisé. La Librairie de l'Amitié y avait pensé. Elle a mis de côté quelques exemplaires pour ses amis.

« Conserver les chemins de fer en 1966, c'est exactement comme si l'on mettait des amortisseurs hydrauliques à des diligences » explique Maurice Gingembre très en forme depuis sa sortie de la prison de Toul, le 24 décembre, attendu depuis 4 ans et demi par ses très nombreux amis, ses enfants (trois) et sa femme, Madame Gingembre qui dirige la Librairie de l'Amitié. Maurice Gingembre s'est immédiatement mis au travail et conseille vivement à l'équipe du Centre d'Etudes

pour une économie organique, de prendre comme cheval de bataille la suppression des chemins de fer.

La mère de Jean Feigna diffuse une petite plaquette sur les mensonges qui ont été dits à propos de son fils, ce militant toulonnais, ancien gaulliste, devenu clandestin pour l'Algérie française dont Fabrice Laroche et François d'Orceval racontent l'histoire vraie dans « Le courage est leur patrie ». (coll. Action).

Eugen Weber et son équipe qui avaient publié l'an dernier une « Histoire de l'Action française » très appréciée, viennent de faire paraître à New-York une volumineuse étude sur la droite européenne. (University California press — 25 West 45th Street — New-York 10036). L'édition universitaire qui les publie appartient pourtant à une Université généralement connue pour ses positions progressistes.

Le secrétaire général du comité France-Rhodésie était à Londres à la mi-Janvier. Il y a rencontré ses homologues britanniques du comité Grande-Bretagne-Rhodésie. Il a ensuite préparé avec Saint-Loup, le président du comité français, son voyage

en Rhodésie où il doit se trouver début février. Il rencontrera les membres du gouvernement pour mettre au point avec eux les réalisations pratiques que prévoit le comité.

Notre correspondant en Amérique du Sud vient de prendre l'avion pour Saint-Domingue. Il nous a prévenu par télégramme à la veille du déclenchement des nouvelles émeutes des 9 et 10 janvier. Il nous prépare pour bientôt un reportage sur l'insurrection vue de l'intérieur ! C'est ce que l'on appelle un correspondant de guerre.

Roger Frey, toujours ministre, toujours à l'intérieur, toujours chef de la police, prépare ses dossiers pour les accablants procès qui vont l'opposer à plusieurs journalistes sur l'affaire Ben-Barka. Paul Dehème d'abord, qui a véritablement soulevé la collusion des services secrets de Roger Frey avec ceux du Maroc, comme il avait déjà soulevé l'affaire des fuites, et annoncé le putsch du 22 avril. L'U.N.R. est aussi très « mouillée » dans l'affaire grâce au député Lemarchand, lequel risque un procès avec l'Express et le Nouvel Observateur. Cela nous promet les plus beaux débats sur les polices parallèles de la V^e qu'on n'ait jamais eue. Quant à notre ami François Brigneau et Jean Devay, directeur de « Minute », ils sont inculpés... Ce qui est plus facile que de trouver les coupables.

**CLOTSEUL
LOSELEC
CHATAIGNE** C¹ F⁵
Les plus puissants du monde
LA CLÔTURE ÉLECTRIQUE
30 Rue Saint-Augustin, PARIS-2^e - O.P.E. 68.45

PERDICAN

MASQUES

PIERRE BILLOTTE.

Le second général du gouvernement. Ancien délégué du gaullisme à Moscou il revient au pouvoir quand De Gaulle y repart (à Moscou, pas au pouvoir). Représentant des gaullistes de gauche, il dirige l'hebdomadaire aussi confidentiel qu'illisible *Notre République*. Sa famille aurait inspiré Courteline, si l'époque ne l'eût mis à l'ombre : sa mère est née Nathan. Sa première femme, née Sybil Deutsch de la Meurthe, est devenue depuis, la mère de Giancarlo Uzielli, nouvel époux d'Anne Ford (de la dynastie américaine), après avoir été celui d'Anne-Marie Deschodt, actuellement femme du cinéaste Louis Malle !

MICHEL DEBRE.

L'homme à épisodes. Premier tableau : le Fouquier-Thinville de carton pâte, l'ami d'Alain Griotteray et de l'ineffable Lunet de la Malène au *Courier de la Colère*, le filigrane de l'affaire du Bazooka. Deuxième tableau : le premier ministre reconverti dans la lutte contre l'activisme qu'il encourageait encore la veille. Troisième tableau : le parlementaire déchu transformé en « Bonzoreil » réunionnais. Quatrième tableau : le retour de l'enfant prodigue. Il fut Premier Ministre, le voici premier Second Ministre, ou si l'on préfère second Premier Ministre. Avec lui reviennent les partisans monarchiques du Cœur-Volant, adversaires du clan pomidolien. Au bout d'un an d'intrigues récompensées, c'est la guerre des deux *Primus Inter Pares*. Comme à l'ordinaire, c'est le plus bête qui perdra.

NOUVEAUX MINISTRES

ALEXANDRE SANGUINETTI

Fut-il, comme Le Pen et Tixier l'ont dit, « un peu au commissariat aux affaires Juives » vers 1941 ? La question, paraît-il, l'horripile. Il préfère faire appel à un autre passé : en 1956, il est à l'Amicale des Commandos d'Afrique, en 57 avec Soutelle, en 58, avec De Gaulle. En 1962, devenu l'anonyme « M. Anti-O.A.S. », il a été amnistié le 14 décembre 1959 (en vertu de la loi du 31 juillet 1959) pour un délit dont nous ne pouvons donc faire état, mais sur lequel notre confrère belge *Europe Magazine* (24, Bd de l'Empereur, Bruxelles 1^{er}) a publié d'intéressantes photocopies de documents le 21 décembre dernier. Aujourd'hui, M. Sanguinetti s'occupe des Anciens Combattants. Question subsidiaire : les membres du S.A.C., S.D.E.C.E. et autres barbouzes à la retraite, sont-ils considérés comme « anciens combattants » ?

JEAN-MARCEL JEANNENEY

Il a fallu lui créer un ministère sur mesure ! De cette aimable girouette, Henry Coston a rapporté qu'il fut autrefois l'adversaire du grand capital dans ses cours d'économie politique à Paris. Ce qui lui permettait, le 30 octobre 1959, d'envisager de bonne humeur la disparition des entreprises « qui déclinent ». C'est à cet homme d'intransigeance et de continuité que tous les délabrements sociaux sont confiés : équipement hospitalier, allocations familiales, aide aux vieillards, Sécurité Sociale, réadaptation de l'Enfance. Allons, 1966 sera encore une Année Sociale !

VISAGES

FRANÇOIS MISSOFFE.

Sa présence à l'éphémère « ministère des Rapa-triés » ne souleva pas d'enthousiasme excessif chez les intéressés. Aujourd'hui, c'est la jeunesse qu'on lui confie. En 1962, c'était le petit commerce. Il avait à l'époque pris pour cible la boucherie avec l'opération *Suivez le Bœuf*, qui n'eut, comme son nom l'indique, aucune suite. Où faudra-t-il suivre cette fois-ci François Missoffe ? Une seule certitude : cet ancien trésorier de l'U.N.R. a pris des assurances familiales : son père est au trust Unilever, sa femme vient de de Wendel & Cie, son frère (gendre de Ludovic Tron) préside aussi quelques conseils d'administration.

EDGAR FAURE.

C'est au spécialiste de la diplomatie officieuse que vont les Fruits et Légumes. Car M. Edgar Faure sait toujours prendre des « vacances » opportunes : à Tunis, à Moscou, ou à Pékin pour négocier la reconnaissance diplomatique de la Chine. Pour celle-ci il a avec sa femme (Lucie Faure, de *la Nef*) une solide amitié, appuyée par la sérieuse conviction qu'« il n'y a pas de danger chinois » (*Jeune Afrique*. 12. I.). Aussi, avocat de profession, sait-il plaider le gaullisme à Pékin et le maoïsme à Paris. Debré, qui polémiqua violemment avec Mendès durant la campagne présidentielle, saura se souvenir qu'il fut mendésiste de la première heure. Mais ce ne sera pas une raison pour réduire son ministère à ce que dura en 1952 sa Présidence du Conseil : 39 jours !

QUATRE SEMAINES DANS LE MONDE

EN fait, dans cette élection présidentielle, rien n'aura été clair. Et c'est nous qui profitons des équivoques. Que voulait-on ? Le Pouvoir voulait rester en place. La gauche le détrôner. L'Opposition se compter.

L'Élysée voulait une caution massive. En deux tours de scrutin, il n'a pas réuni la moitié des Français en âge de voter. En septembre 1958, il obtenait 79,26 % des voix, en octobre 1962, 61,75 %, le 5 décembre 43,97 %. 1958-1965 : entre les deux dates, 34,91 % perdus, soit 7.164.683 voix.

Alors, victoire de la gauche ? Pas même. Son sens du clan, plus aigu qu'à droite, n'a finalement pas masqué ses incohérences, ni traversé des polémiques comme celle qui a opposé, à travers leur presse, le P.C. et le P.S.U. En 1962, les partis qui ont soutenu

M. Gaston Defferre voulait profiter de la lancée présidentielle pour rénover le parti socialiste. Il s'est heurté à M. Guy Mollet qui entre en transes à la seule idée de rénover quelque chose, et fait de la politique comme d'autres des affaires : pas pour le bonheur de l'industrie, mais pour augmenter son profit. Le Conseil extraordinaire de la S.F.I.O. demandé par Defferre, a donc été refusé par Guy Mollet qui en a profité pour réaffirmer son emprise sur l'appareil du parti. Conclusion : Defferre et quelques-uns de ses amis ont démissionné. Dans l'affaire, Defferre aurait pu facilement, s'attirer quelques sympathies gratuites, tant Guy Mollet, l'homme du XIX^e siècle, est ridicule, si nous ne savions que le gros bourgeois affairiste de la mairie de Marseille

FABRICE LAROUCHE

Mitterrand au premier tour, réunissaient 7.655.000 voix ; le 5 décembre, Mitterrand en a eu à peu près autant. Mais d'un scrutin à l'autre, le nombre des inscrits a fortement augmenté, et surtout celui des votants (il y avait eu 31 % d'abstentions en 1962). Donc, autant de perdu pour la gauche.

Fausse victoire pour les marxistes et les gaullistes. Fausse défaite aussi pour l'Opposition Nationale. Elle sait maintenant sur qui compter, qui l'a soutenu jusqu'au bout, à qui elle doit de n'avoir pas mieux réussi. Elle s'est comptée, elle s'est définie. Elle s'est préparée.

APRES LES PRESIDENTIELLES

L'élection a été une grande répétition. C'était l'avant-première, avec générale aux législatives de 1967. Leur nom est déjà trouvé : « le troisième tour ». Pour réduire encore la marge d'un Pouvoir essoufflé par un scrutin sans gloire, l'Opposition saura-t-elle s'organiser pour ce troisième tour ?

Tixier, qui n'a pas fait parler de lui depuis décembre, n'en accumule pas moins les projets. Lecanuet, responsable de la dernière tentation centriste de la droite, lance un Centre Démocrate investi par les opportunistes avant d'être né. Mitterrand se réserve, mais la crise qui vient d'agiter le parti socialiste témoigne que son entreprise sera difficile :

naufraagea un jour sa candidature parce qu'à la critique, il était incapable de joindre la solution de rechange.

Par la voix de François Billoux, les communistes l'ait taxé de « fabricants de relève réactionnaire ». Mais eux-mêmes, 45 ans tout juste après s'être séparés des socialistes au Congrès de Tours le 29 décembre 1920, sont dénoncés à leur tour comme rétrogrades par les jeunes partisans de l'*aggiornamento* socialiste, les étudiants de l'U.E.C.

Et cependant la relève peut se faire. C'est même la chose la plus importante. Un gouvernement dirigé par un homme de 75 ans ne représente pas l'avenir contre le passé. Ses adversaires ne sont pas ses rivaux, ce sont ses successeurs.

Cette relève doit s'organiser autour de deux centres vitaux : une vaste organisation nationale de progrès populaire, capable de trouver des thèmes simples et des objectifs immédiats, et un centre d'élaboration des idées qui en justifie la mise en accusation totale du Régime.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

De Gaulle reste donc. Et à peine réinvesti, il reprend le cours hasardeux de ses spéculations planétaires. C'est ainsi qu'il se rendra à Moscou pour effacer la division de l'Europe en consacrant celle de l'Occident, ce qui est un assez joli tour de passe-

passé. Il continuera à commercer avec l'Est et à s'apparenter à Pékin. Il jonglera encore avec les continents. Il reprendra la tiare d'empereur des sous-développés en prenant les adulations intéressées des nations prolétaires, pour l'hommage justifié du Tiers-Monde au monde blanc.

Mais si le gaullisme est progressiste de vocation, il est par la forme totalement réactionnaire. La vie de la Nation l'indispose, et l'intendance l'ennuie, il l'a montré. S'il sort de son assoupissement intérieur, c'est pour mater les révoltes qui l'agacent. Pour le reste, le remaniement ministériel du 8 janvier en témoigne, il cherche la vieillesse paisible, la chimère sans risques, la roublardise dans la sclérose. La V^e République remise à neuf estime n'avoir plus à justifier ses origines activistes. Elle a rôdé son entreprise. Elle ne cherche plus qu'à bien vieillir, en pensant peut-être, à nouveau, à un après-gaullisme incarné par un prétendant disposé à mettre sa couronne de régence au service du despotisme présidentiel. Il est d'ailleurs remarquable que, le comte de Paris, si justement analysé par Jean Bourdier, ayant hautement proclamé que le gaullisme était sa « vérité politique », revienne au gouvernement. M. Michel Debré, l'idole du monarcho-gaulliste Philippe de Saint-Robert, l'adversaire du clan pompidolien, qui, du *Courrier de la Colère* aux Affaires Financières, aura toujours gardé, par son message Lunet de la Malène, ses amitiés du Cœur-Volant.

La nouvelle équipe veut donc rassurer. Debré aura les Finances et les questions sociales. On crée pour M. Jeanneney un Ministère des Affaires Sociales recouvrant le Travail et la Santé. Gouvernement social, sans nul doute !

Malheureusement le propos arrive au moment où en 1965, l'augmentation du coût de la vie a été constante, bien que « stabilisée » par M. Giscard d'Estaing, où le chômage a augmenté de 20 % en un an (et de 28 % en deux) avec 155.691 demandes d'emploi non satisfaites au 1^{er} décembre, où le Régime confirme l'aggravation des inégalités sociales, en laissant le pouvoir d'achat des ouvriers s'accroître moitié moins vite que celui des cadres (25 % contre 39 % entre 1956 et 1964).

L'AFFAIRE BEN BARKA

La machine a beau être rôdée, elle ne doit donc plus entièrement faire illusion. S'y ajoutent aussi quelques grains de sable qui, la saison aidant, deviennent vite boules de neige. Ainsi de cette interminable et merveilleuse affaire Ben Barka.

La V^e bis sera-t-elle celle des barbouzes ? On se croirait revenu au temps des Tagarins, des mystérieuses villas d'El-Biar et des enterrements à la sauvette de barbouzes plastiquées, dans les cimetières de Seine-et-Oise. Enterrements auxquels assistait Madame Lemarchand, femme du député U.N.R. de l'Yonne mis en cause aujourd'hui par l'inculpé principal de l'affaire Ben Barka, Antoine Lopez, employé

à Orly, mais surtout agent du S.D.E.C.E. Lemarchand poursuit *l'Express*, son ami Roger Frey s'en prend à Paul Dehème, le commissaire Bouvier, accusé par le truand Georges Figon juste avant son « suicide », porte plainte contre *Minute*. Ainsi l'enquête sur l'assassinat de Ben Barka est au point mort (c'est le cas de le dire), mais les poursuites contre la presse vont très bien.

Car l'affaire est redoutable, François Brigneau l'a écrit dans un excellent article de *Minute* : « l'important pour nous, c'est que ce roman noir a révélé au grand public l'étrange faune qui grouille dans les coulisses du gaullisme : tueurs, espions, matraqueurs, mercenaires prêts à tout, barbouzes ».

LA « TRICONTINENTALE »

Si Paris et Rabat ne sont pas autrement atteints de la disparition de Ben Barka, la Conférence des Trois Continents, dont il assurait le secrétariat, s'en est montré plus affectée. Ouverte à Cuba devant 500 délégués du Tiers-Monde, elle remplace avantageusement le second Bandøng deux fois ajourné à Alger, et à la suite duquel on avait pu croire l'afro-asiatisme ruiné par ses querelles internes.

Entre-temps, la leçon a été comprise. Bandøng II avait échoué parce qu'il s'était fait à l'avance l'écho des dissensions entre ténors du monde coloré. Cette fois, le Tiers-Monde a pris garde de ne viser qu'un objectif dans ses cahiers de doléance : l'Occident. Il a dépolitisé, pour mieux se racialiser. La Tricontinentale de la Havane s'est réunie sur un seul critère accepté avec bonheur par chacun : ne pas être blanc.

C'est la raison pour laquelle les latino-américains ont scrupuleusement veillé, à Cuba, à ne pas laisser la place trop belle aux prolongements du conflit sino-soviétique. Celui-ci a pourtant percé dans les couloirs, et les deux partis ont réaffirmé leurs positions. Si la Chine semble avoir perdu, pour avoir voulu trop vite, quelques positions africaines, et si l'issue provisoirement pacifique de la guerre indo-pakistanaise n'a pas eu les résultats qu'elle souhaitait, elle n'en a pas pour autant renoncé à ses projets. Comment le pourrait-elle, puisqu'elle n'existe que pour cela ? Du côté soviétique, la déclaration qui a clos le voyage de M. Boumedienne, successeur de Ben Bella, à Moscou, montre que là non plus, toute tentative de s'annexer le Tiers-Monde n'a pas été abandonnée.

LE SOCIALISME AUX ORTIES

Il faut bien dire que l'accusation de révisionnisme sortie par Mao contre le Kremlin, est assez justifiée. L'appareil, en vérité, craque de toute part. Il est remarquable que partout où le socialisme est au pouvoir, il ne puisse se maintenir que dans la mesure où il renie ses dogmes fondamentaux. Tout

son drame réside dans cette alternance de ses deux faces : la face magique, religieuse, divorcée d'avec le réel, et la face empirique, réaliste par nécessité. C'est ce qu'a très bien exprimé Albert Sold dans une récente série d'articles : « Là où règne l'empirisme révisionniste, la croissance de la production est payée au prix d'une apostasie dogmatique ; là où règne le dogme, il n'y a pas de production ».

Or, la production est devenue un impératif vital, les biens de consommation une priorité. D'où le feu vert donné par l'équipe de technocrates dont l'emprise vient de s'accroître à Moscou avec le dernier remaniement gouvernemental, aux réformes de Liberman : retour à la notion de profit, concurrence des entreprises, généralisation des liens producteurs-utilisateurs, apparition de la publicité. D'où l'évolution des dogmes économiques en Yougoslavie, en Pologne, et ce mois-ci en Bulgarie, et même en Allemagne de l'Est.

Inapplicable dans l'absolu, le socialisme est aussi inexportable. Au colloque de Sociologie de Royumont, le marxiste Maxime Rodinson a fait cette déclaration incroyable : « les schémas d'analyse politique et sociale élaborés en Occident, et notamment par Marx sont insuffisants à rendre compte de l'évolution du Tiers-Monde (...) Il faut les compléter par la prise en considération des luttes entre groupes ethniques et nationalitaires », c'est-à-dire d'un point de vue racial et non plus économique ! Boumediène l'a confirmé, à sa manière, en reconnaissant l'éclatante faillite de l'autogestion algérienne. Et aussi Léopold Senghor, qui a dit à *Jeune Afrique* : « Qu'y-a-t-il de commun entre un paysan sénégalais et un ouvrier français ou même soviétique ? Rien. Marx n'a pas vu le problème colonial (...) Il n'a pas vu l'avenir. L'Union Soviétique est plus proche à présent des Etats-Unis que du Tiers-Monde. En cela les Chinois ont raison ».

LA GUERRE AU VIETNAM

Les Chinois, précisément, ne restent pas inactifs. C'est au Viet-Nam qu'ils trouvent leur principal argument contre l'U.R.S.S. Le 5 janvier, le maréchal Chen-Yi a accusé l'U.R.S.S., non plus seulement de passivité, mais d'aide consciente à Washington à propos de l'Asie du Sud-Est. Pékin n'avait jamais été aussi loin. Ce n'est plus du révisionnisme, c'est de la trahison.

1966 sera-t-il l'année de la rupture définitive Moscou-Pékin ? Ce n'est pas impossible. La lutte est impitoyable, entre peuples, entre hégémonies, entre continents. Chaque Mecque du socialisme s'accuse de schismatisme, et prêche à l'autre la destruction irrémissible de la Sodome biblique. Une telle scission ne serait pas seulement politique. Ce serait la solennelle et nouvelle rupture entre l'Orient et l'Occident.

Il serait symbolique que cette rupture intervienne, d'ailleurs, presque au même moment que la précédente anathème entre l'Orient et l'Occident, celle

qui a séparé Rome et Constantinople, orthodoxes et catholiques, le 16 juillet 1054, est non moins solennellement levée par le Pape Paul VI et le patriarche Athénagoras, au cours d'une série de cérémonies. Le Pape veut-il s'ouvrir à l'Orient plus que M. Brejnev ? C'est en tout cas lui, et lui seul, qui est entré dans le jeu diplomatique viet-namien en écrivant à M. Johnson : « Nous ne cesserons de multiplier nos efforts pour parvenir à la paix ».

Les progressistes américains ont pris cela pour un encouragement. M. Johnson ne paraît pas en avoir autrement été ému. La grève des transports qui a paralysé New-York pendant 13 jours, première épreuve de force pour le nouveau maire M. Lindsay, a autrement préoccupé la Maison-Blanche. Dans son discours sur « l'Etat de l'Union », M. Johnson n'en a pas moins affirmé que la poursuite de la guerre au Viet-Nam n'était pas financièrement incompatible avec son projet de « Grande Société ». Ce n'est pas entièrement faux, sur le principe du moins, puisqu'il y a toutes réserves à faire sur cette « Société » elle-même. Il reste que la puissance américaine s'accroît régulièrement en dépit de la guerre en Asie, ou même des coûteuses expériences spatiales, dont le rendez-vous des astronautes Borman-Lovell et Schirra-Stafford constitue la dernière victoire. L'U.R.S.S., elle, ne peut en dire autant.

CRISE EN POLOGNE

La bonne volonté vaticane aurait dû désarmer les progressistes internationaux. Pourtant la tension entre la Hiérarchie et le gouvernement polonais semble le démentir. Qu'en est-il ? Voici les faits.

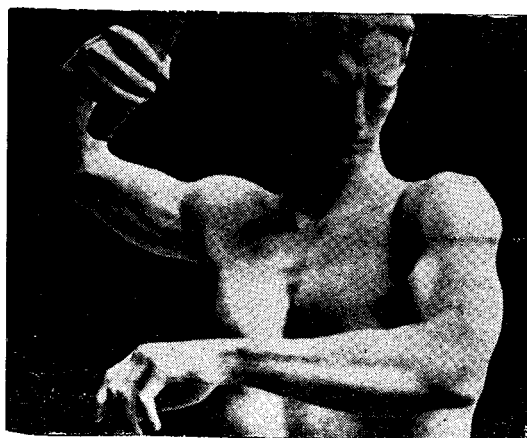
Répondant à l'Eglise Evangélique Allemande, l'évêque polonais appelait début décembre les catholiques ouest-allemands à reconnaître l'ignominieuse ligne Oder-Neisse qui consacre la division européenne à l'Est. Cette déclaration provoquait aussitôt une vive indignation dans les milieux de réfugiés des territoires de l'Est, et dans la presse nationaliste. Jusque là, l'affaire semblait se réduire à une déclaration progressiste des évêques polonais et allemands.

Les choses se sont gâtées lorsqu'un journal gouvernemental polonais, *Zycie Warszawy*, a dénoncé chez ses prélats leur « démonstration d'amitié pour les impérialistes de Bonn » ! Le cardinal Wyszynski répliqua, déclenchant ainsi la polémique. Or on peut se demander si les deux parties n'y trouvent pas leur intérêt. La Hiérarchie bénéficie en la circonstance d'un semblant de caution anti-communiste qui peut mieux faire accepter sa proposition concernant l'Oder-Neisse par les Allemands. L'Etat polonais, de son côté, qui cherche depuis des mois un contact direct avec le Vatican, peut y gagner dans d'éventuelles négociations une position de force. Cela ne change donc rien au voyage prévu de Paul VI en Pologne. Il ne nous étonnerait pas qu'il soit même la conclusion logique de la crise.

UN AUTRE COMMONWEALTH ?

Autre terrain d'affrontement : l'Afrique, où les nouveaux émancipés en arrivent au coup d'Etat quotidien. En quelques jours, ils se sont offerts des dictatures militaires en Haute-Volta, au Congo-Léopoldville, au Dahomey, en Centre Africaine. L'exemple venu de haut a bien été suivi. S'y ajoutent encore une guerre civile à l'état chronique au Soudan, des troubles au Congo-Brazzaville, un soulèvement au Nigéria, des révoltes au Tchad. L'Afrique toute entière vit au rythme du tam-tam politique. C'est une question de sang.

On pourrait s'étonner que la France, qui réaffirmait son principe de non-intervention à la chute de son ami Ben Bella, se soit irritée de cette instabilité au point de menacer de suspendre « la coopération ». On saura ce que signifie cette menace par



quelques chiffres : les conventions financières passées par l'Elysée avec la Centrafricaine s'élèvent à 800 millions d'AF (pour 1965 seulement), à 1.900 millions d'AF avec la Haute-Volta.

Il y a à cela deux raisons : la première réside dans l'orientation relativement anti-chinoise des nouveaux gouvernements, celui du colonel Bokassa en Centrafricaine surtout. Or, Paris ne veut pas déplaire à son allié d'Orient, au moment où le spécialiste chinois des affaires afro-asiatiques M. Liao Cheng-Chih vient de déclarer : « le général De Gaulle est bien meilleur que Johnson, et bien meilleur que Kossyguine ! » La seconde est sans doute le fâcheux augure que constitue toute cette agitation pour le projet d'un « Commonwealth francophone », « spirituel » a dit sérieusement Michel Debré, que l'Elysée semblait caresser, après que M. Bourguiba l'ait proposé à Dakar, et que Modibo Keita pour le Mali, et Léopold Senghor pour le Sénégal, s'y soient tour à tour ralliés.

LA RHODESIE

Il n'y a décidément qu'un secteur africain qui soit calme et paisible. C'est, par hasard bien sûr, l'Afrique blanche de Prétoria à Salisbury.

Rien de très nouveau à vrai dire en Rhodesie.

L'ultimatum fantaisiste lancé par les pays du Commonwealth à M. Harold Wilson n'a, bien entendu, pas été suivi. 9 pays sur 36 ont accepté de rompre avec Londres à la date du 15 décembre. Comme la Grande-Bretagne a accordé au Commonwealth, sous forme de bons ou de prêts, la modeste somme de 47 millions de £ pour l'année 1964-65, on peut s'attendre à ce que tout cela n'ait qu'un temps. A la Conférence de ce même Commonwealth tenue à Lagos, M. Wilson a eu vite fait de reprendre la situation en main, et de se réserver l'initiative des opérations.

Lui restent les sanctions, auxquelles plusieurs pays, dont la France, se sont ralliés. Elles restent, comme nous l'avions prévu, sans effet. Les seuls pays qui en subissent le contre-coup sont la Zambie et le Malawi qui se sont vus couper leur source naturelle de pétrole, la raffinerie d'Umtali reliée par oléoduc à Port de Beira (Mozambique). Dès décembre, un rationnement de l'essence était annoncée en Zambie,

et des cartes de rationnement imprimées à Lusaka. Le premier ministre zambien, M. Simon Kepwepe en a conclu que M. Wilson avait ignominieusement trompé son pays, et qu'on voyait bien là, a-t-il ajouté, que « l'Angleterre considère les peuples d'Afrique comme peu mûrs en politique ! »



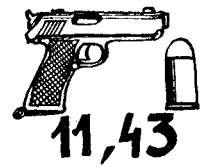
Ainsi, après deux mois de tension, apparaît évidente la nature réelle des adversaires de la présence européenne en Afrique : les universalistes et les financiers internationaux. Les premiers veulent la société planétaire de leur Grande Illusion. Les autres rêvent des richesses minières de Rhodesie, comme ils ont louché en 1960 sur le cuivre du Congo. Ce sont les hommes de l'O.N.U., de l'Institut Carnegie et de Wall Street. Ils sont derrière les sanctions économiques contre Salisbury, comme ils étaient hier derrière l'intervention de l'O.N.U. au Katanga. Il n'y a qu'un détail qui diffère et qui modifiera la morale de l'histoire : M. Ian Smith n'est vraiment pas M. Tschombé.

Fabrice LAROCHE





LE DOSSIER DU MOIS



LES BARBOUZES AU POUVOIR ?

CUEULE de tueur, manteau de cuir, chapeau tyrolien légèrement relevé, l'homme s'assied tranquillement entre les policiers. Tout à l'heure, au 4^e étage du 36, Quai des Orfèvres, ils vont l'introduire dans le bureau du commissaire Bouvier. Serein, sûr de lui, il attend...

Antoine Lopez, chef d'escala à Orly, espère remerciements, félicitations, grands sourires...

N'est-il pas « couvert » ?

Lopez a fait ses preuves. A Tanger. A travers le Maroc, où il a vécu dix-huit ans. C'était l'aventure et le soleil. Les grands coups.

Lopez connaît et tutoie des ministres marocains. C'est l'ami de Dominique Ponchardier, ambassadeur en Bolivie et auteur de « série noire ». C'est l'intime de Rayon, animateur du S.A.C. sur la Côte d'Azur, vedette de tant d'histoires curieuses. Et puis, il connaît bien Sassia, moniteur de tir des « gorilles » du Général, et dont la salle de Judo, au-dessus de l'Alhambra, était le rendez-vous des « vieux de la vieille ».

Lopez n'a-t-il pas déjà « rendu des services » ? En 1962, Lemarchand, aujourd'hui député U.N.R., avocat à la Cour d'Appel, et remplissant d'autres fonctions plus discrètes, n'aurait-il pas fait appel à Lopez pour envoyer ses commandos anti-OAS, truands et Vietnamiens, en Algérie, sans qu'ils subissent les contrôles d'usage ?



Après l'enlèvement du colonel Argoud en Allemagne, après le scandale du rapt de Ben Barka en plein Paris avec la participation de policiers réguliers, accompagnés d'agents secrets et de gangsters, après la mort dans des conditions suspectes de Figon, l'homme-clé de l'affaire, la mise en cause de hauts fonctionnaires met au premier plan de l'actualité le rôle des polices pa-

rallèles et des « barbouzes » dans le régime.

Le principal inculpé de l'affaire Antoine Lopez, est un agent du S.D.E.C.E. C'est une « barbouze ». Il sert le régime, le régime policier qu'on a appelé « un coup d'Etat permanent »...

Pourquoi les services secrets tiennent-ils une telle place dans notre pays ? Pourquoi ont-ils tendance à constituer un état dans l'Etat ?

Cela vient de très loin. Il faut remonter à la Cagoule avec ses prolongements à Londres, à Vichy, à Alger, pendant la guerre.

En 1946, le B.C.R.A. (2^e Bureau Gaulliste de Londres) devient la D.G.E.R., puis le S.D.E.C.E. Il a eu pour chefs successifs, Manuel et Passy, Duclos-Saint-Jacques, un ancien cagoulard, puis Soustelle.

Anciens de la résistance gaulliste, rescapés du R.P.F., les hommes de main qui constituent les cadres des différents services « barbouzards » ont su très vite s'adjoindre de petits truands sans envergure, quelques anciens de Corée, d'Indochine ou d'Algérie attirés par l'appât du gain, et ont très vite remonté, depuis l'échec du R.P.F., des réseaux qui ont préparé et fait le 13 Mai, se sont maintenus contre vents et marées, puis ont participé activement à la lutte anti-O.A.S. avant de servir aujourd'hui les hommes du Régime.



La principale association qui regroupe les anciens du B.C.R.A. est l'« Amicale Action ». Beaucoup de ses membres militent au sein de l'U.N.R. et de l'Association Nationale pour le soutien de l'Action du général De Gaulle. Dans quelle mesure ont-ils gardé la nostalgie de l'action clandestine ? Jusqu'à quel point sont-ils mêlés aux activités des « polices parallèles » qui prolifèrent dans les coulisses du Régime ?

Il est assez curieux de dresser la liste de quelques-uns des principaux animateurs de l'« Amicale Action » et d'examiner leur activité politique depuis quelques années.

Ces hommes sont les plus solides soutiens du gaullisme et il est bien certains qu'ils feront TOUT pour prolonger le régime qui eut leur.

Henri GORCE-FRANKLIN. — Député U.N.R. du Rhône et Fondateur du réseau « GALLIA » pendant la guerre. Créateur de l'Association pour le Soutien du Général De Gaulle. Il fut, avec BIAGGI, BARBEROT, le Colonel BOURGOIN, DELPEY et Amédée FROGER, l'un des fondateurs des « Volontaires de l'Union Française », association qui devait appeler les jeunes Français à aider les pieds-noirs à défendre leur terre.

Le Colonel B. DUPERIER. — Député U.N.R. du 8^e arrond. de Paris. Ancien pilote de chasse dans la R.A.F. Représentant en France de la firme Boeing, il cumule les présidences honoraires (F.N.P.F., Aéro-Club de France, etc). Principal animateur de la campagne présidentielle.

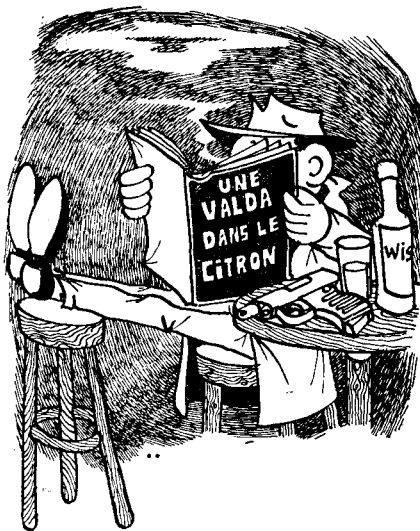
André JARROT. — Ancien garagiste à Chalons-sur-Saône. Député U.N.R. de Saône-et-Loire. Président de l'« Amicale Action ». Selon André FIGUERAS, Jarrot serait volontiers monté, en 1956, à l'assaut de la IV^e République. Son nom a plusieurs fois été cité dans les affaires anti-O.A.S.

Yvon MORANDAT. — Président des Charbonnages de France. Mais surtout ancien responsable de l'action syndicale R.P.F.

Henri GUILLERMIN. — Député U.N.R. du Rhône. Ancien patron de la SOFICOM, rue Boudreau (Import-Export). Ex-Président du Para-Club de la Seine. Ami intime de Roger FREY.

ROSSELLI, dit « César ». Ancien chargé de mission au Cabinet de MESSMER. Ayant longtemps vécu en Indochine, fut accusé par « Appel de la France » (clandestin) d'avoir participé à divers trafics, après avoir été l'un des adjoints de SOUSTELLE à l'U.S.R.A.F.

Colonel FOURCAUD. — Après avoir appartenu à la Cagoule, selon le Colonel PASSY, a voisiné au B.C.R.A. avec SOUSTELLE et effectua plusieurs missions en France occupée sous le pseudonyme de



« Barbès ». Directeur technique du S.D.E.C.E. en 1949. Lors de la divulgation du rapport REVERS par la radio d'Ho-Chi-Minh, la fameuse « Affaire des généraux », il veut faire passer MOCH et RAMADIER en Haute Cour ne comprenant pas qu'on veuille étouffer une trahison « destinée à renflouer les caisses du parti Socialiste grâce au trafic des piastres ».

Dominique PONCHARDIER. —

Actuellement ambassadeur en Bolivie. Après la guerre il appartient à la D.G.E.R. et au S.D.E.C.E. Son nom a été cité avec insistance comme chef des « polices parallèles » opé-

rant en 1961-62 à Alger. Auteur de romans de la Série Noire, il invente le mot « Barbouze ». Dans le « Gorille en Révolution », il met même en cause, préparant le retour de De Gaulle à la faveur du 13 mai, sous leur pseudo de résistance, deux membres connus de l'Amicale « Action » : « Archiduc », (Camille RAYON, dont le nom a défrayé la chronique lors de l'affaire POUILLON et de l'affaire LACAZE) et « Pacha », (Henri GUILLERMIN, député U.N.R. du Rhône).

Joël LE TAC. — Ancien grand reporter à « Match », il prit une part prépondérante à la fondation du R.P.F. en 1947. Député U.N.R. de Paris, son nom fut cité à propos du journal « Paris-18^e », qui aurait englouti les importantes sommes destinées au Comptoir National du Logement et détournées par POUILLON.

Yves LE TAC. — Frère du précédent, fut plus directement mêlé à la lutte anti-O.A.S. Agé de 56 ans. Militant important du R.P.F., il s'installe dès 1956 à Alger, comme « industriel ». Il y sera le Président de la Fédération Algéroise du « Mouvement pour la Communauté ». On a assuré qu'il dirigea même en mai 1961, les commandos « Vive la France quand même », qui incendièrent et plastiquèrent plusieurs domiciles de partisans de l'Algérie Française, notamment la villa de la famille Gauthier-Saliège. Le 4 octobre de la même année, l'O.A.S. piège sa voiture. Le 15, il est grièvement blessé par une rafale de mitraillette. Atteint de 3 balles, il est ramené de l'Hôpital Maillot au Val de Grâce, où, le 18 novembre, un commando O.A.S. tente de le supprimer mais se fait arrêter sans pouvoir exécuter sa mission.

TARDY. — Cet individu, qui atteint la soixantaine, a été cité par de nombreux témoins dans toutes les affaires anti-O.A.S. Il a participé à l'interrogatoire de Gaby CHATELAINE et du Sergent DOVECAR, Noëlle LUCHETTI l'a dénoncé comme auteur des sévices qu'elle a subi aux Tagarins. Il s'est vanté publiquement d'avoir participé à la répression anti-O.A.S. Il appartient à l'« Amicale Action » depuis sa création. C'est un ancien des réseaux de la France libre.

Jacques FOCCART. — Chauve, corpulent, ce secrétaire d'Etat aux affaires africaines et malgaches — c'est son titre officiel à l'Elysée — né dans la Mayenne en 1913, s'appelle, en réalité, Jacob KOCH. Un décret publié au J.O. du 17 juin 1952, (p. 6.139), l'a autorisé à changer de nom. Il a dirigé pendant un certain temps — il était alors, après l'échec du R.P.F., conseiller de l'Union Française — la SAFIEX, société d'import-export de bois coloniaux, domiciliée 3, rue Scribe. Il y était déjà en rapport avec le S.D.E.C.E. On le présente comme le coordinateur des polices parallèles.

La citation de FOCCART comme témoin du procès de Pont-sur-Seine fut demandée par le défenseur, le 9 septembre 1962. Le C.N.R. a affirmé que Raymond MOUNIE, du réseau CASTILLE, travaillait sous ses ordres. C'est FOCCART qui fut très fâcheusement mis en cause par les policiers SOUCHON et VOITOT dans l'affaire Ben Barka.

Brigitte FRIANG. — Amie personnelle de DUPERIER et de MALRAUX, fut très longtemps membre de son cabinet, avant de commenter, quelques temps, à l'O.R.T.F., les événements du Vietnam. Mariée au député U.N.R. LIPKOWSKI,

member lui aussi de l' « *Amicale Action* » et ambassadeur au Liban, elle est l'auteur d'un livre intitulé : « *Fleurs du ciel* », où elle raconte ses aventures indochinoises avec les paras des GILLES et de LA BOLLARDIERE. D'origine israélienne, elle a effectué, comme journaliste, plusieurs reportages dans les kibboutz de la frontière du Neguev.

Les bureaux de l' « *Amicale Action* » sont situés 2, rue Paul-Cézanne, près de St-Philippe du Roule. L'immeuble ne comporte à peu près que des bureaux. Il a de multiples issues. Un vaste garage en occupe le sous-sol.

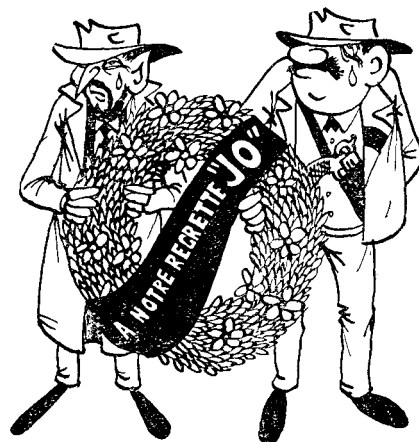
La plupart des hommes que nous venons de citer ont des responsabilités dans les associations gaullistes officielles ou officieuses :

LE SERVICE D'ACTION CIVIQUE.

Fondé en octobre 1960, a établi ses quartiers, 5, rue de Solférino qui fut autrefois le secrétariat particulier de De Gaulle. Ses tâches sont très variées et vont de l'affichage, à la garde des dirigeants gaullistes, en passant par d'autres opérations plus discrètes.

Les dirigeants du S.A.C. prétendent pouvoir réunir deux ou trois mille hommes sur la place de Paris. Le document intérieur, publié en 1963 par le S.A.C., parle de « mise en place d'équipes urgentes d'intervention », et précise en outre : « il n'y a pas de cotisation, l'adhésion engage le membre signataire ». Le chef des services centraux du S.A.C., est Henri GIRARD ami personnel de FREY et ancien directeur de banque à Madagascar. Le recrutement s'effectue dans tous les milieux, notamment d'anciens résistants, telle l'Association des Français libres, l'Amicale Action, la Fédération des Réseaux de la France Combattante, etc...

Au verso, la carte du S.A.C. comporte une déclaration qui vaut un engagement définitif : « le titulaire de cette carte s'engage sur l'honneur à soutenir inconditionnellement l'action du général De Gaulle ». Deux parrains sont nécessaires pour cautionner l'adhésion.



L'ASSOCIATION NATIONALE POUR LE SOUTIEN DE L'ACTION DU GENERAL DE GAULLE :

A également son siège au 5 de la rue de Solférino. Elle s'est transformée en « *Association pour la V^e République* », sur l'initiative de MALRAUX, et devait être un nouveau rassemblement gaulliste à base populaire. Jean RUNEL, ancien négociant en vins et Yvon MORANDAT, ancien directeur aux charbonnages de France, en sont les cheffes ouvrières.

L' « A 5 R » — puisque ce sigle très S.D.E.C.E. lui a été donné — a soutenu inconditionnellement tous les candidats qui avaient le label gaulliste, aux législatives et aux municipales.

LE MOUVEMENT POUR LA COMMUNAUTE :

Fondé en 1961 par Jacques DAUER ancien du 1^{er} choc et vétéran du R.P.F., et Michel RODET. Ce mouvement a animé avant le 13 mai, le réseau « *Jeune France* », organisme destiné à noyauter les milieux étudiants pour le compte du Gaullisme. Ce mouvement a vite disparu. Le 13 mai, DAUER publie, en liaison avec DEBRE, un brûlot confidentiel. Le *grand soir* qui était distribué ou envoyé à de très nombreux militaires. DAUER a publié aussi deux ouvrages, « *Le 13 mai sans complots* » et les « *Orphelins du Gaullisme* » (Julliard), dans lesquels il précise comment des éléments déterminés, ont pu longtemps abuser patriotes et nationaux en les guidant vers De Gaulle. Très diversement considéré dans les milieux gaullistes les plus orthodoxes, DAUER a été souvent catalogué comme « *barbouze* » par les partisans de l'Algérie Française. L'action de son antenne algéroise, notamment, a été dénoncée à propos des tortures pratiquées dans les villas discrètes des hauts d'El Biar (affaires ZIANO, SALASC, TISLENKOFF.) Le M.P.C. était en liaison directe avec le Rocher Noir et les polices officielles des Commissaires BRASSIEN et BARDOU.

Le M.P.C. a actuellement disparu et s'est reconverti en « *Front National du Progrès* » qui n'a, volontairement, pas participé à la campagne présidentielle.

Deux personnages importants, apparaissent en filigrane dans toutes les affaires où sont citées les interventions des polices parallèles, sans qu'il ait été, jusqu'ici, possible de les prendre directement la main dans le... SAC : Alexandre SANGUINETTI et Marie-Madeleine FOURCADE.

Alexandre SANGUINETTI est d'origine italienne et corse. Né au Caire le 27 mars 1913, fils de Joseph-Michel SANGUINETTI, Bâtonnier et avocat près des juridictions d'Egypte, et de Lucie PIETRI.

Le 17 juin 1944, il perd une jambe lors de l'assaut donné à l'île d'Elbe par les Commandos d'Afrique. Le frère de M^e BIAGGI lui sauve la vie en lui donnant son sang. C'est, avant le 13 mai, l'un des fondateurs du CANAC, où il se charge d'amener doucement les anciens combattants en révolte vers le gaullisme, coiffant, comme il l'a dit lors de son récent entretien avec LE PEN à la radio, « les activistes au poteau ».

Le « NOUVEAU CANDIDE » a publié, le 27 juin 1962, un interview de « Monsieur Anti-O.A.S. », alias SANGUINETTI, dans lequel ce dernier se vantait d'avoir infiltré des hommes à lui dans tous les réseaux O.A.S. Cette méthode d'intoxication permit de mettre en lumière le rôle réel de ce chargé de mission au Cabinet de FREY, lié, d'autre part, avec deux gardes du corps de Gaston DEFFERRE appartenant au « milieu » marseillais, les frères GUERRINI.

Marie-Madeleine FOURCADE, qui apparaît beaucoup plus rarement dans l'actualité, a été intimement mêlée à tous les complots gaullistes. Née à Marseille le 8 novembre 1909, c'est la fille d'un agent des « Messageries Maritimes », Lucien-Paul BRIDOU et de Madame, née Mathilde PORTES. Mariée en premières noces avec celui qui est connu comme le mendésiste Général MERIC, elle travaille longtemps au poste Radio 37, au service de la publicité, alors dirigé par Monsieur BLEUSTEIN, qui ne s'appelait pas encore BLANCHET. Elle est ensuite l'adjointe du commandant LOUSTAUNAU-LACAU, créateur d'un réseau de renseignements militaire et anti-communiste, intitulé « L'Union Militaire Française », puis « La Spirale » et groupe « Corvignolles », où on retrouve le Commandant FAY et le général BASTON. En 1939-40, elle est secrétaire du journal *L'Ordre National*.

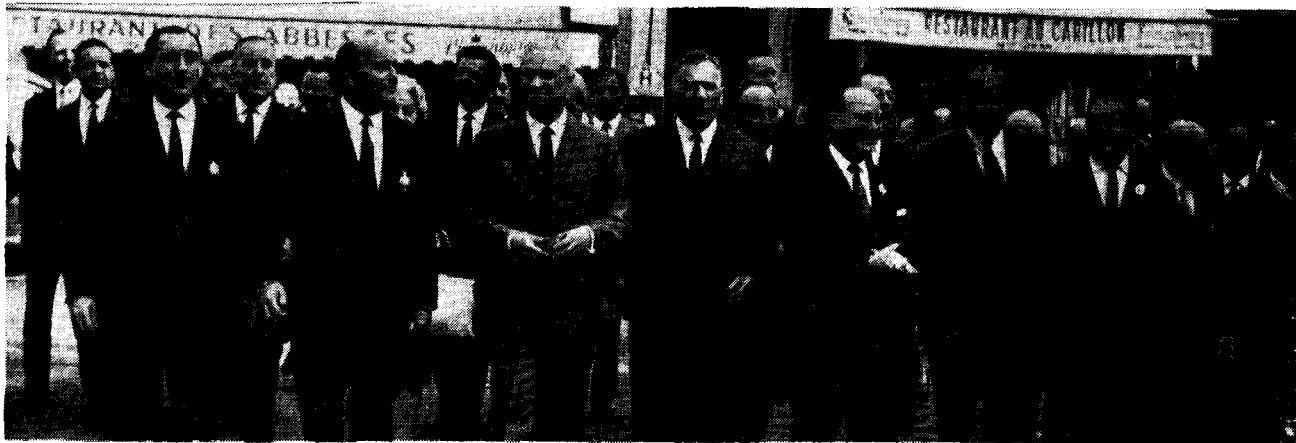
Rentrée dans la Résistance, elle anime le réseau de renseignements « Alliance », branché sur l'I.S. Elle y est toujours, sous les ordres du Commandant LOUSTAUNAU-LACAU, puis, celui-ci arrêté, du Commandant FAY. Deux fois arrêtée, deux fois évadée. Elle devient l'un des plus célèbres agents du B.C.R.A., sous les pseudos successifs de « Marie-Madeleine » et de « Hérisson ». Après la Libération, ayant monté l'Amicale des anciens de son réseau, elle dénonce comme traître le général ALAMICHEL. Lavé de tout soupçon en 1949, celui-ci porta à son tour de graves accusations contre sa dénonciatrice.

Divorcée en juin 1947, elle se remarie le 20 novembre avec Hubert FOURCADE, fils du banquier Albert FOURCADE. Le journal socialiste éphémère *Le Soir*, l'accuse en 1947, d'avoir plus ou moins trempé dans le complot rocambolesque du « plan bleu », où étaient inculpés le Général de Gendarmerie GUILLODOT, LOUSTAUNAU-LACAU et le Marquis de VULPIAN, mis en rapport par l'agent provocateur de MERVELCE, dit AUROUET de MERVELCE.

En 1958, elle fonde, aux côtés de Jacques SOUSTELLE, DELBECQUE, NEUWIRTH, autre agent « spécial » bien connu, la « Convention Républicaine », qui fusionnera avec l'U.N.R. Membre du Comité Central de l'U.N.R., elle participe à la création du « Comité d'Action et de Défense Démocratique » présidé par SOUSTELLE, et créé par Lucien RACHLINE dit RACHET, membre de l'Amicale « Action », lui aussi, et industriel, (les Matelas RACHET, administrateur de Publicis et de la Société du journal *l'Express*).

Qu'ils fussent membres du SAC, roulant les épaules lors des élections ; qu'ils hantent les antichambres ministérielles, qu'ils aient gardé la nostalgie des « bons coups d'antan », tous ces hommes, toutes ces femmes ont en commun un seul désir : survivre à la chute de leur idole. Il n'épargneront aucun effort pour garder leur place.

Guy LANCELOT



M. ROGER FREY, MINISTRE DE L'INTERIEUR entouré de ses amis SANGUINETTI, LE TAC et de quelques autres solides gaullistes



Du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes...

ENQUETE

DES VIOLS



ENCORE DES VIOLS



TOUJOURS DES VIOLS



...au droit de disposer de la femme des autres

CE fut un drame odieux et inqualifiable qui arriva, il y a quelques semaines à une jeune femme de vingt ans, rue Belleville à Paris. Il était trois heures du matin et elle se trouvait dans une brasserie de la place de la République, en compagnie de son époux. Ils consommaient sans faire attention aux autres clients, quand un groupe d'Algériens, habitués de ces lieux, se mirent à chahuter la jeune femme. Mécontent, mais désireux d'éviter le scandale, son époux préféra régler les consommations et quitter l'établissement. Mais dès que le couple fut sur le trottoir, les Nord-Africains attaquèrent le mari, lui fendirent les lèvres et lui fracturèrent le nez. Les deux jeunes gens purent cependant se dégager et reprendre leur chemin, mais, à la hauteur de la rue Belleville, ce fut le drame. L'homme fut de nouveau agressé, mais avec beaucoup plus de violence ; il fut frappé sauvagement à coups de pied et à coup de poing, et tandis qu'il prenait la fuite pour chercher du secours, son épouse était alors traînée dans un camion bâché qui stationnait sur le bord de la chaussée. Ses agresseurs, au nombre de sept, abusèrent d'elle. Un huitième Algérien profita du départ de ses compatriotes pour l'emmener, blessée

aux bras et aux jambes, dans son hôtel où il lui fit subir ses violences pendant douze heures.

Le matin même, devant les grilles du métro « République », M^{me} Alexandrine Coste, âgée de 71 ans. était, elle aussi, sauvagement attaquée par un géant noir, d'origine martiniquaise. « Il m'a fermé la bouche avec sa grosse main, déclara la victime à la presse, pour m'empêcher de crier (...) Il n'en voulait pas à mon argent puisque celui que j'avais dans ma poche de blouse n'a pas été touché ». Ce fut un témoin de l'agression qui alerta la police et qui permit la capture du nègre, quelques instants plus tard, faubourg du Temple.

UNE LISTE TROP LONGUE

Une fois de plus deux femmes étaient victimes, en plein Paris, d'odieuses agressions. Ces nouveaux drames s'ajoutent à la liste trop longue déjà des crimes, attentats et viols, commis aussi bien dans la région parisienne que dans les villes de province, par la pègre algérienne et africaine. Chaque mois des dizaines de femmes viennent porter plainte dans les commissariats ; elles ont été victimes de viols ou de tentatives de viol.

« Et bien souvent, m'a déclaré, un officier de police, les victimes n'osent pas porter plainte soit par pudeur, soit par crainte du scandale et les coupables qui n'ignorent pas leurs scrupules, jouent la carte de l'impunité ». Pourquoi, d'ailleurs, en serait-il autrement, alors que la loi qui prévoit une réclusion de 5 à 20 ans pour les auteurs de viols, n'est jamais appliquée dans toute sa rigueur, alors que les allogènes sont presque certains de pouvoir bénéficier de l'impunité.

Interrogé par un commissaire de police, un manœuvre algérien qui, à Brest, avait tué une femme, ne s'était-il pas vanté de s'en tirer avec seulement quelques mois de prison, parce qu'il était nord-africain ? Un autre Algérien qui, à Li-moges, avait enlevé une fillette de neuf ans, ne fut condamné qu'à trois mois de réclusion !

Dans 78 % des cas, les agressions avec violence sont commises par des Algériens. Ce chiffre est extrait des statistiques de la préfecture de Police de Paris. Lorsqu'une femme est attaquée dans la rue, dans 90 % des cas, il s'agit d'un nord-africain ou d'un nègre. Le nombre des proxénètes algériens est évalué par la police à plus de mille.

Au mois de janvier, trois Algériens ont été arrêtés pour avoir contraint cinq femmes à se prostituer. Cinq esclaves, totalement sequestrées, constamment rossées, avec pour tout salaire, une maigre ration de couscous. Non, ceci ne se passait pas outre-Méditerranée, mais en France, dans la région de Lille. Il est vrai que certains quartiers sont devenus de véritables casbah, le terrain d'occupation des bandes d'Algériens désœuvrés et oisifs.

« MOI, J'AI PEUR TOUS LES SOIRS... »

Près de la Bastille, une passante que j'ai interrogée, m'a dit : « Jamais il n'y en a eu autant dans ce coin et cela fait pourtant plus de quinze ans que je vis ici. J'ai peur lorsque, le soir, je rentre chez moi après neuf heures. J'évite certaines rues. Ce sont surtout les femmes qui sont visées. Quand une femme passe, ils la dévisagent et souvent ils la suivent. Il y a une dizaine de jours, une jeune fille que je connais très bien, a échappé de peu à deux Nord-Africains qui voulaient la violer. Et ce n'est pas la première fois. Il est quand même inadmissible que les Français ne puissent pas se sentir en sécurité chez eux. Je me demande ce que fait le gouvernement ? »

SCANDALEUSE COOPERATION

Le gouvernement français, hélas, ne fait rien. Les Algériens ont accueilli avec satisfaction la réélection du général De Gaulle à la présidence de la République. Boumedienne, non content de recevoir les milliards des contribuables français, compte obtenir prochainement de notre gouvernement la révision du protocole du 30 avril 1964. Cela signifie que le dernier barrage existant contre l'invasion algérienne est sur le point de disparaître. Boumedienne prétend notamment remettre en cause le dernier droit que s'était réservé les autorités françaises, celui de rapatrier les oisifs. Jusqu'ici la police avait la ressource à la sortie de prison de tel ou tel criminel algérien, de le remettre dans le premier avion en partance pour Alger. Certes, elle en usait avec modération, mais c'est encore trop pour les dirigeants algériens. Ceux-ci veulent se débarrasser de leur père. La France doit se charger de l'accueil et la garder. C'est cela la coopération.

PLUS DE POLICE SPECIALISEE

Pour lutter contre la criminalité nord-africaine, la police avait créé avant-guerre plusieurs brigades dites nord-africaines. Leur siège se

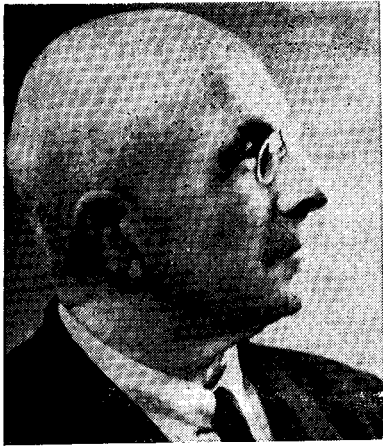
trouvait rue Lecomte dans le 18^e arrondissement. Or à cette époque on comptait moins de 60.000 Algériens en France. Ces brigades spéciales ont été supprimées à la Libération par le gouvernement provisoire de De Gaulle, parce que l'on estimait que les Algériens auxquels on venait d'accorder la nationalité française, ne devaient pas faire l'objet d'une police particulière. En 1953, à la suite de nombreux incidents, la direction de la police constitua la B.A.V., brigade des agressions et des violences, chargée plus spécialement de prospecter de nuit les quartiers nord-africains. Après les accords d'Evian, en 1963, la B.A.V. fut purement et simplement dissoute et les policiers qui l'avaient composée, répartis dans les différentes brigades territoriales. Aujourd'hui le nombre de Nord-Africains et des allogènes dépasse le million. On est en droit de déplorer qu'aucune brigade spécialisée ne soit créée. Seule la 8^e brigade qui recouvre notamment le quartier de la Goutte d'Or, s'occupe plus précisément des affaires concernant les Algériens. Mais ses effectifs et surtout ses pouvoirs sont dérisoires.

Chez nous, le criminel allogène a droit à tous les égards. On ne le punit que pour la forme. Sinon ce serait faire preuve de racisme...

Jacques DEVIDAL



VIVE F.L.N.
A nous les Chrétiennes !



ALEXIS CARREL
Une médecine pour l'homme

Mort des médecins libres ?

Le régime affirme que le système des conventions mis en place par les décrets de mai 1960, dans le cadre d'une soi-disant réforme de la Sécurité Sociale, a pour but de faire bénéficier les assurés sociaux d'un remboursement à 80 % des honoraires médicaux en tarifant ceux-ci. On assure qu'il n'est pas question de priver les malades des garanties auxquelles ils sont attachés sur le plan de la qualité des soins mais seulement de mettre à leur disposition une médecine plus « sociale », voire gratuite dans un avenir plus ou moins proche. Quelle est la réalité ?

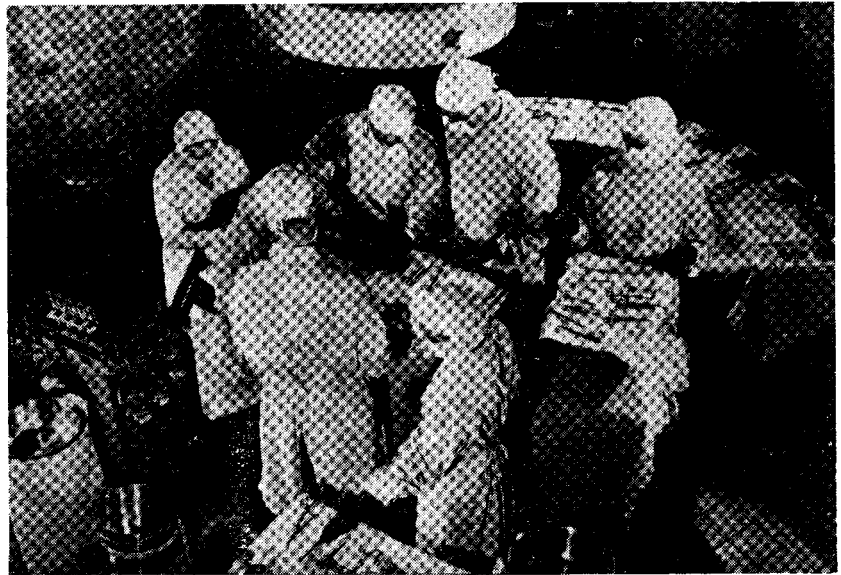
OPINIONS

Le régime poursuit par des voies détournées le but que la technocratie s'est assigné : la disparition des professions libres en général et de la médecine libérale en particulier. Bloch-Laroque, Gazier, Bacon, Granval hier, Jeanneney aujourd'hui, ne sont que les exécutants de ce dessein précis.

En « proposant » aux médecins, sans même prendre la peine de faire voter une loi, un contrat-type individuel qu'ils ne peuvent discuter, le pouvoir a tenté de réduire à néant toute opposition organisée des syndicats médicaux ou tout au moins de les diviser. Beaucoup trop

la prescription est menacé puisque, pour le simple motif « d'ordonnance abusivement prescrite » dont la libre appréciation est laissée à l'organe de contrôle, le praticien est passible d'avertissement, blâme ou interdiction d'exercer. Pour la même raison, le secret professionnel est de moins en moins préservé.

Les médecins conventionnés devenus de véritables salariés à la pièce qui ont le droit de donner jusqu'à six consultations à l'heure en sont réduits à revendiquer périodiquement pour l'augmentation de leur tarif ou à protester contre la fiscalité, comme de quelconques



SALLE D'OPERATION
Une médecine pour l'Etat ?

de médecins ont eu tendance à considérer ce contrat comme une formalité écartant d'eux le risque de perdre une partie de leur clientèle. En fait, ils ont mis le doigt dans l'engrenage fatal qui conduit à l'étatisation de la médecine, avec tous les risques que cela comporte pour les assurés sociaux eux-mêmes.

Déjà par la création de deux catégories de médecins-conventionnés et non conventionnés dont les consultations ne donnent lieu qu'à un remboursement quatre fois moindre — le principe du libre choix du praticien est battu en brèche, la distinction se faisant en fonction des ressources du consultant et non de la qualité du praticien.

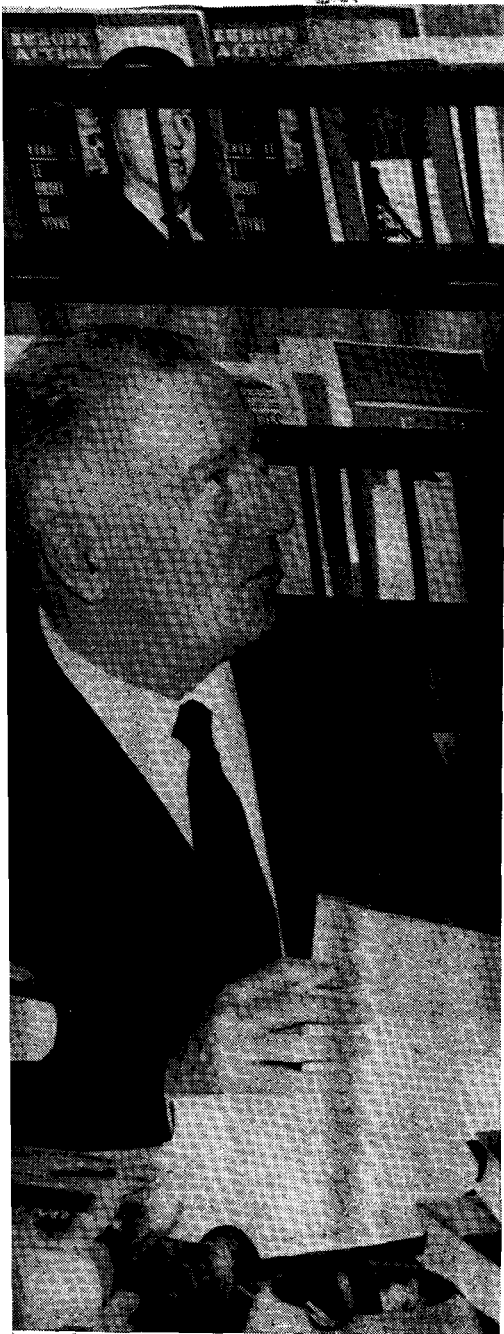
Par le renforcement du contrôle technique du médecin privé, non par le conseil de ses pairs mais par l'Etat, le principe de la liberté de

chauffeurs de taxis ou bouchers. Cet état de choses contribue à entretenir une certaine animosité à l'égard d'une profession jadis respectée et, là encore, le régime est gagnant car le public perd de vue le véritable problème qui n'est pas financier — sauf en ce qui concerne la gabegie de la Sécurité Sociale! — mais est relatif à l'éthique et à l'exercice d'une fonction sociale dont dépend la santé de chacun d'entre nous.

Les médecins belges, il y a bientôt deux ans, ont montré la voie à suivre. Qu'attendent leurs confrères français pour engager, eux aussi, l'action décisive.

Guy PERSAC





SAINT-LOUP
« Salut de Paris »

FRANCE - RHODESIE

SMITH vaincra ! C'est dans nos colonnes que Saint-Loup a lancé ce cri de ralliement, et annoncé en même temps son intention de créer un Comité France-Rhodésie. Désormais, c'est chose faite. Des personnalités politiques, des écrivains, des journalistes, des hommes de science, des industriels, dont la liste sera prochainement publiée, ont entendu l'appel de Saint-Loup. Ils y ont répondu comme tous les lecteurs d'*Europe-Action* l'ont fait. Le *Comité France-Rhodésie* est né ! La présidence a, bien entendu, été confiée à Saint-Loup, le secrétariat général à M. Jean-Pierre Maire. Son adresse : 7, rue Victor-Chevreuil, Paris-12^e.

A peine formé, le *Comité France-Rhodésie* envoyait à M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, le télégramme suivant : « FÉLICITONS PRÉSIDENT SMITH POUR INDÉPENDANCE GÉNÉRATRICE PROGRÈS POUR BLANCS ET NOIRS. L'ASSURONS APPUI DANS OPINION FRANÇAISE POUR SUPPORT INDÉPENDANCE. ENGAGERONS INDUSTRIE FRANÇAISE AIDER RHODÉSIE SI DIFFICULTÉS PAR SANCTIONS ÉCONOMIQUES ».

Quelques jours plus tard, c'était le premier communiqué, largement publié dans la presse pour définir les objectifs et les moyens d'action :

« *France-Rhodésie proteste contre l'ingérence des organismes internationaux dans les affaires privées des Etats ; Reconnaît à la Rhodésie le droit de choisir la forme d'indépendance qui lui plaît selon l'exemple des autres communautés africaines, qu'elles soient blanches ou noires, de confession chrétienne ou musulmane ; Dénonce les sanctions économiques décrétées contre la Rhodésie en tant que moyen d'affamer une population paisible, cette mesure devant en premier lieu toucher les communautés noires économiquement faibles ; invite les Français à soutenir ses efforts pour faire respecter, en Rhodésie, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.* »

L'action de *France-Rhodésie* est donc lancée maintenant et se veut absolument indépendante de toute organisation politique. *Europe-Action* s'en fera régulièrement l'écho. Dans les semaines qui viennent, des réunions, des conférences seront organisées et nous les annoncerons.

Tout l'Occident a immédiatement réagi. *La cause de Smith est celle du monde blanc*, écrivait Saint-Loup. De New-York à Vienne, d'Edinbourg à Catane, le monde blanc l'a compris :

★ Dès le 22 novembre, le *Club du Lundi*, qui rassemble les conservateurs hostiles à la position officielle de leur parti, tient un meeting en faveur des Rhodésiens, et ouvre une souscription nationale.

★ A Prétoria (voir pages suivantes), une *Association des Amis de Salisbury* se constitue également. Objectif : apporter aux « cow-boys rebelles » une aide financière.

★ A Lyon, plus d'une centaine d'*Etudiants nationalistes* manifestent devant l'ambassade d'Angleterre aux cris de : « Halte au racisme noir ! », « Solidarité avec la Rhodésie ! », « Non, M. Smith, vous n'êtes pas seul ! ».

★ Le *British National Party*, dont le dirigeant M. John Bean, a déjà été condamné à 10 £ d'amende en octobre dernier pour avoir tenu une manifestation de solidarité à Trafalgar Square, organise réunions sur réunions, notamment au Denison Hall de Londres, à Coventry, à Birmingham, à Luton, à Manchester.

★ A Lisbonne, en dépit de l'attitude réservée des milieux gouvernementaux, le journal de notre ami Zarco Ferreira, *Frente*, titre sur toute sa largeur : « Bravo, M. Ian Smith ! ».

★ L'une des personnalités britanniques les plus en vue, Lord Salisbury, prend la tête d'une *Société Anglo-Rhodésienne*. Au comité de rédaction de son bulletin mensuel, on retrouve le comte De La Warr, le général Palmer, les Lords Colyton et Wakefield, MM. Lardner-Burke, et Lawler.

★ A Bruxelles, des étudiants de la *F.G.E.* et du *Centre des Etudiants Nationaux* multiplient les distributions de tracts, et déclenchent une campagne d'affiches sur le thème : « O.N.U., bas les pattes en Rhodésie ! ».

★ A Londres, la revue *New Nation* dénonce le libéral Jo Grimond et le conservateur Edward Heath, qui se sont ralliés au principe des sanctions et à la déclaration de l'énergumène archevêque de Canterbury (voir pages suivantes).

★ La *Fédération des Etudiants Nationalistes* entreprend, dans ses bulletins parus à Aix-en-Provence, Brest, Marseille, Montpellier, Grenoble, Lyon, Strasbourg une campagne de propagande et d'information : « les Européens ont droit à l'indépendance », « Solidarité avec Salisbury ! ».

★ Quand Harold Wilson vient à Walthamstow tenir le 19 novembre, un rallye travailliste, des militants de la *Ligue des Loyalistes de l'Empire*, l'interrompent et rappellent : « l'Union Jack flotte toujours à Salisbury ! ».

★ L'écrivain A. K. Chesterton, auteur de « *New Happy Lords* » et directeur du journal *Candour*, adresse à la Reine une lettre ouverte lui demandant de réviser son attitude, et télégraphie à M. Ian Smith : « C'est vous qui êtes loyal envers la Couronne, et non pas les nouveaux patriotes hier encore adeptes du drapeau rouge » !

★ A Rome, au cours d'une projection de film organisée par le comité Italie-Afrique du Sud, le Dr Pino Rauti, d'*Ordine Nuovo*, fait applaudir par 600 personnes l'indépendance rhodésienne et le nom de Ian Smith.

★ L'organe nationaliste *Combat* demande à Londres : « Jomo Kenyatta, trois fois vaincu d'être le chef des Mau-Mau, a obtenu l'indépendance ? Pourquoi l'ancien as de la R.A.F. Ian Smith n'y a-t-il pas droit ? ».

★ Aux Etats-Unis, un comité international des Amis de la Rhodésie est en voie de formation, après les conférences du colonel Gayne of Gayne sur la Rhodésie.

L'Occident a compris. De Gaulle aussi : il s'est joint à l'embargo sur le pétrole décrété par les mondialistes de l'O.N.U. Le Régime reste donc égal à lui-même.

Nous le resterons aussi, et notre conviction est faite : nous sommes avec la Rhodésie nouvelle.

LA République sud-africaine va-t-elle se joindre aux sanctions décidées par l'Angleterre et l'O.N.U. ? Voilà la question très sérieusement agitée par la grande presse, qui feint d'y croire à demi, pour diviser le camp européen d'Afrique australe.

Or, il va de soi que la R.S.A. ne saurait se joindre à une manœuvre de cet ordre. Cela pour trois raisons.

La première est que l'Afrique du Sud est mieux placée que quiconque pour connaître l'inefficacité des « sanctions économiques » créées régulièrement contre elle, et sans résultat, depuis 10 ans. La seconde, que le danger menaçant la Rhodésie ne peut que rapprocher les deux pays, et accroître leurs rapports, ce dont la République, également en péril devant la conscience universelle, ne peut que profiter. La dernière, que l'entrée de la R.S.A. dans le concert mondial déchainé contre Salisbury serait s'associer à une immixtion dans les affaires intérieures d'un pays. Or la R.S.A. refuse précisément cette immixtion de l'O.N.U. dans ses propres affaires.

La pierre de touche en la matière a été un discours capital, soigneusement passé sous silence par la presse française prononcé par le Dr. Verwoerd, à la suite de la proclamation d'indépendance du 11 novembre.

« Le gouvernement sud-africain, déclarait M. Verwoerd, a condamné et continue de condamner le fait que certains Etats ou organisations ont cru nécessaire d'intervenir dans cette affaire d'ordre intérieur, et qu'ils persistent à le faire. Par conséquent, le gouvernement de la République désapprouva l'action menée par le gouvernement du Royaume-Uni, d'autant plus que ce gouvernement aurait pu régler ces problèmes d'ordre intérieur par ses propres moyens, alors qu'il les a soumis au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. (...) Il s'ensuit que la R.S.A. ne peut prendre aucune part au boycott, car elle a toujours considéré ce genre d'action comme erroné à la base... Ainsi l'Afrique du Sud poursuit-elle non seulement sa propre politique, mais encore agit-elle en accord avec le principe, souvent énoncé dans les déclarations des grands Etats, et qui rejette les sanctions ».

Voilà qui est net. Le premier ministre sud-africain ne faisait d'ailleurs, comme à l'ordinaire, que répondre à la demande implicite de son peuple.

C'est ainsi que, dans l'heure qui suivit l'indépendance rhodésienne, la South-African Broadcasting Corporation, principal émetteur-radio de la République reçut plus de 1000 coups de téléphone de ses auditeurs tous favorables à M. Smith. Quelques jours plus tard, une Association des Amis de Salisbury était constituée à Pretoria, chargée de réunir des fonds pour alimenter les caisses des « rebelles ».

Sur le plan commercial, c'est justement le journal gouvernemental *Die Vaterland* qui écrivait le 20 décembre : « Les compagnies pétrolières sud-africaines continueront à ravitailler la Rhodésie en carburant, sur la base de la déclaration du Dr. Verwoerd, selon laquelle ce pays maintiendra avec la Rhodésie des relations commerciales normales ». Déjà la R.S.A. a accordé 3,5 millions de £ à Salisbury pour le financement des importations rhodésiennes en provenance d'Afrique du Sud, denrées acheminées le plus souvent grâce au concours de la « South-African Airways ».

Mais les liens ne sont pas seulement d'ordre économique. Plusieurs figures du *Front Rhodésien* sont elles-mêmes d'origine sud-africaine. C'est notamment le cas de M. Desmond Lardner-Burke, ministre de la Justice, M. Pieter Van der Byl, ministre de l'Information, et de son adjoint, M. Ivor Benson, ancien rédacteur au très libéral *Rand Daily Mail* de Johannesburg, dont il fut licencié pour avoir fait l'éloge des mouvements nationalistes anglais ! M. Ian Smith lui-même a fait ses études en Afrique du Sud.

C'est donc beaucoup plus que la confirmation d'un accord diplomatique, mais la consécration d'une solidarité où s'est abolie, à Salisbury, l'antique opposition des Boërs et des anglophones, que M. Smith voulut marquer en acceptant de répondre, le 19 novembre, aux questions que lui posaient les techniciens de Radio-Afrique du Sud, et en leur déclarant : « Je suis enchanté de l'attitude de Pretoria devant notre indépendance ».



IAN SMITH
« Merci à Pretoria »

PRETORIA - SALISBURY



DROLE DE PAROISSIENS
Nouveaux fidèles du prélat de Cantorbery

L'ENVERS DU DECOR

L'ARCHEVÊQUE TARTUFFE ET LA RHODÉSIE

Le cardinal Béa a annoncé dans le courant du mois de janvier que le pape Paul VI allait recevoir le Dr Michel Ramsay, archevêque de Cantorbery. Quel est ce prélat anglican qui séjournera à Rome du 22 au 24 mars pour faire progresser l'œcuménisme ? Un de nos amis londoniens, le Dr. J.M. MALLETT, nous révèle le vrai visage de ce sinistre Tartuffe britannique.

SEIZE jours avant l'indépendance rhodésienne, le 26 octobre 1965, une importante personnalité britannique prend position contre les Européens avec violence : « Si le gouvernement anglais, déclare-t-elle, estime utile d'utiliser la force pour protéger la majorité (noire) de Rhodésie, alors je pense qu'en tant que chrétiens, nous devons dire que l'emploi de la force est légitime ».

Celui qui parle n'est ni socialiste, ni communiste, ouvertement du moins. C'est l'archevêque de Cantorbury, le Primat d'Angleterre, le Dr. Ramsey. Il s'adresse au Conseil Britannique des Eglises, réuni à Aberdeen, en Ecosse. A la fin de la réunion, les participants vont adopter, à l'unanimité moins une abstention, une résolution reprenant les mêmes termes assortis de l'ordinaire préchi-prêcha progressiste.

Aussitôt connue, la déclaration provoque une véritable tempête dans les milieux politiques et religieux d'Angleterre. Le lendemain de la réunion d'Aberdeen, on apprend d'ailleurs que l'archevêque n'a pas parlé incidemment : Quelques jours plus tard, il réaffirme sa position à la télévision. Et le *Times* (28-X.) révèle qu'il en a fait part dans une lettre privée, au premier ministre travailliste M. Harold Wilson.

On lit dans cette correspondance : « Si vous et votre gouvernement jugez nécessaire d'employer la force pour remplir les obligations de notre pays, je suis convaincu qu'une grande partie de l'opinion chrétienne vous soutiendrait ! » C'est évidemment l'avis très intéressé de M. Kaunda, président de la Zambie, du Dr. Kenneth Skelton, évêque du Matabéland rhodésien, au nom du Conseil Chrétien de Rhodésie, et de 32 députés travaillistes et socialistes qui télégraphient à Canterbury pour se féliciter d'un alignement si rapide sur leurs propres positions.

En revanche, un nombre important de personnalités prennent occasion de l'affaire pour affirmer leur solidarité avec Salisbury. A des titres divers, le comte de Dalhousie, ancien gouverneur général des Rhodésies et du Nyassaland entre 1956 et 1963, Lord Forrester, Lord Coleraine, l'amiral Richard Onslow, le général Spears s'inscrivent en faux contre l'étrange

morale évangélique de ce Mgr Duval britannique. Le *Daily Mail* enquête auprès de 28 évêques anglicans, et n'en trouve que 5 pour se solidariser du Dr. Ramsey ; parmi eux : les prélats de Blackburn, Manchester et Hereford. Enfin, la duchesse d'Hamilton, le Rév. Nevile Davidson, Lord Balerno, Lord Wemyss signent une lettre ouverte à l'archevêque, pour lui exprimer leur indignation.

A vrai dire, la sortie du Dr. Ramsey n'était pas si surprenante. Ce prélat très particulier n'est pas un inconnu.

Elu et Payé par la Couronne, assuré dans ses fonctions par le Parlement et le premier ministre depuis la Réforme, Arthur Michaël Ramsey est archevêque de métier, politicien de vocation, sociologue d'occasion. Entre autres titres, il préside un comité pour « l'intégration raciale » des Jamaïcains, Indiens et Pakistanaïens installés — au nombre de plus d'un million ! — dans le Royaume-Uni.

L'an passé, il se faisait dans le *Canterbury Diocesan Letter*, l'avocat du terroriste noir d'Afrique du Sud, Nelson Mandela, convaincu au procès de Rivonia, de sabotage et d'assassinat.

Mais le clou de son palmarès est son acharnement à plaider la cause des homosexuels à la Chambre des Lords ! Alors que toute l'Angleterre commentait encore ses propos sur la Rhodésie, il engageait, avec Lord Dilhorne, un grand débat parlementaire pour faire adopter une nouvelle loi visant à légaliser la pédérastie, et à rendre caduques toutes poursuites contre les homosexuels pourvu que leurs activités se déroulent dans des « clubs privés ! »

On pourrait s'interroger sur la virulence que le Dr. Ramsey met à défendre ces « victimes de la colonisation sexuelle » au nom d'une tolérance chrétienne, qu'il refuse outre-mer à ses frères de peau. C'est ce qu'exprimait avec justesse Lord Dilhorne en disant : « Ce sera pour moi un moment étonnant que de voir le Primat d'Angleterre entrer dans l'isoloir pour voter en faveur de la sodomie ». Mais là encore, toute stupeur serait injustifiée. Favorable à l'inversion sexuelle, l'archevêque de Canterbury est aussi un inverti racial.



TOUTE la presse de Los Angeles à Baltimore, ne parle que des **teach-in**. Qu'est-ce qu'un **teach-in**? C'est une réunion organisée par des étudiants, sur le campus d'une Université américaine à mi-chemin entre la conférence et le meeting, et qui est consacrée à un problème politique d'actualité, sur lequel interviennent personnalités, orateurs étudiants et professeurs.

Les **teach-in**, bien entendu, ne sauraient être que de gauche! C'est ainsi que toute l'opinion mondiale résonne encore des célèbres **teach-in** progressistes de l'Université de Berkeley, en Californie, véritable centre de propagande communiste.

Les autres sont purement et simplement étouffés. Par exemple, ce **teach-in**, qui a eu lieu le 16 octobre dernier à Washington. Pourtant, sur place, il n'est pas passé inaperçu! On y comptait plus de 1.500 participants, venus de 55 Universités différentes, sur l'initiative du **Student Ad-Hoc Committee for Freedom in Viet-Nam**. Dans une ambiance vibrante, les organisateurs purent y rétablir la vérité sur les événements d'Asie, avant d'adopter une résolution en faveur de l'effort de guerre de l'Occident au Viet-Nam.

Ce **teach-in** inhabituel marque une étape du soutien de la cause occidentale en Asie par les étudiants américains. Celui-ci existait à l'état latent depuis longtemps. Mais il a trouvé un sérieux moteur dans l'action des **Jeunes Américains pour la Liberté (YAF)**.

Les YAF sont nés le 9 septembre 1960, à Sharon (Connecticut), avec l'aide du directeur de l'hebdomadaire **National Review**, candidat en novembre dernier à la mairie de New-York, William Buckley Jr.

Depuis, ils se sont développés avec une rapidité incroyable, au point qu'une intervention parlementaire leur fut consacrée le 22 octobre 1965 à la Chambre des Représentants par Charlotte T. Reid (Illinois)! Persuadés qu'il vaut mieux « combattre le communisme plutôt que de chercher une coexistence pacifique avec lui », les YAF se situent aujourd'hui sur l'aile droite du Parti Républicain, avec toutefois une nuance plus dynamique et plus radicale qui fit particulièrement remarquer leur appui à la campagne Goldwater en 1964.

Ils représentent le fer de lance de la propagande universitaire sur le Viet-Nam, comparable à l'action des étudiants nationalistes en France au temps des guerres d'Indochine et d'Algérie. Ce sont eux qui sont à l'origine de la campagne du « courrier de Noël pour les Marines ». Et, bien entendu, par l'intermédiaire d'un de leurs dirigeants, Alfred Regnery, du fameux **teach-in** de Washington.

Leur nouveau président, élu à la Convention Nationale d'août 1965, Tom Charles Huston, étudiant en Droit à l'Université d'Indiana, a effectué ces mois derniers un voyage d'études de 25.000 Kms en Asie du Sud-est au cours duquel il a rencontré les dirigeants de Corée, de Formose, des Philippines, et au bout duquel il a conclu dans une conférence de presse donnée à Washington : Que l'on donne à l'armée américaine les moyens d'action qui lui sont actuellement refusés, et l'Occident obtiendra une victoire militaire en quelques semaines.

Ces étudiants non-conformistes ne passent pas leur temps en manifestations plus ou moins farfelues, relevant plus de l'exhibitionnisme que de la démonstration politique, comme leurs adversaires du **Viet-Nam Day Committee** ou des **Students for a Democratic Society (SDS)**. Ceux-ci d'ailleurs, ne font même plus rire les dirigeants de la Vieille Gauche, que ce soit Gus Hall, du PCA, le vieux socialiste Norman Thomas, ou le théoricien marxiste Herbert Aptheker, dont la fille Bettina est une des animatrices des très communistes clubs DuBois.

Ces étudiants, partisans de l'Occident partout où il se bat, lisent William Buckley ou James Burnham (**l'Ere des Organiseurs, les Machiavelliens**), et le livre d'Hilaire du Berrier sur la guerre au Viet-Nam. A la **Great Society** de Johnson, ils répondent par la **Free Society** (Société Libre). Et même, au monopole du folk song pacifiste détenu par le chanteurs médis Bob Dylan et ses satellites, ils répondent avec la chanson le **Flambeau de la Liberté**, lancée par Vera Vanderlaan à la dernière Convention des YAF, et dont le refrain : « Que puis-je faire maintenant pour mon pays », a déjà pulvérisé les records de vente!



FRERES D'ARMES
Avec les siens quand ils se battent

L'OCCIDENT AU COMBAT

LES ETUDIANTS AMERICAINS ET LE VIETNAM

Il y a quelques semaines, le sénateur Thomas Dodd, le journaliste Rowad Ewans et Joseph Luman, adjoint de l'ancien ambassadeur Maxwell Taylor prenaient la parole devant les étudiants américains fidèles à leurs frères combattants. Notre correspondant permanent aux U.S.A., PIETR WILKINSON, évoque la véritable évolution des étudiants de son pays.



« Nous n'hésiterons jamais à participer à une guerre juste! » a proclamé le maréchal Chen-Yi devant Jules Roy, venu pour s'entretenir avec lui du passé et de l'avenir de la Chine.

La question est ainsi clairement exprimée. Et les 400 pages du gros livre de Jules Roy, *Le voyage en Chine* (Julliard) tentent de fournir tous les éléments de l'enquête. Jules Roy conclut.

Il s'est rendu en Chine dans l'intention d'y trouver les sources vraies de la grande épopée que représentait pour lui « la Longue Marche » dont il voulait tirer un film épique. Jules Roy a fait route par l'U.R.S.S. Les Soviétiques lui ont semblé froids et ennuyeux. Le contact avec les vrais Chinois — pas ceux des livres ni ceux des légendes de la gauche intellectuelle — a été plus terne encore.

— J'ai vu... dit l'auteur. Mais ce n'est pas ce que l'on m'avait chanté! Ah! Non... Je n'ai trouvé en Chine qu'une multitude d'esclaves qui avaient changé de maîtres.

Jules Roy voulait connaître la Chine. pénétrer son ambiance, sentir ses joies et communiquer avec ses hommes. Une immense déception a lentement transformé tous ces espoirs en une succession de cauchemars.

— *Venu en Chine, dit Jules Roy, éperdu d'amour et d'admiration...*

C'était la Chine des légendes bleutées et des vapeurs féériques.

— *J'en suis reparti amer et terrorisé.*

C'est la Chine qui se prépare à la plus monstrueuse des guerres.

— *Est-ce ma faute si les seules images que nous avons pu ramener ont été cueillies à la sauvette ou des portières d'une voiture? Est-ce ma faute si l'on me pria de ne poser aucune question sur le passé aux personnalités que l'on me fit rencontrer? Est-ce ma faute enfin si notre conversation ne roula que sur des lieux communs et si on était heureux que lorsqu'on nous savait enfermés dans nos chambres ou dans les trains de nuit?*

L'auteur comprend mal ce qui lui est arrivé. Une sorte de cauchemar. Il se réveille, se frotte les yeux :

— *Dans cette dictature populaire, tout le monde croit aux certitudes promulguées, aux dogmes proclamés et aux mots d'ordre proférés... L'un des peuples les plus intelligents est en train de devenir le plus bête de la terre. D'une bêtise socialiste, contente d'elle-même, de ses statistiques et d'un autocritique qui n'humilie l'individu que pour mieux glorifier le système.*

Jules Roy pensait-il rencontrer des hommes de chez lui à Pékin ou sur le Sin-Kiang? A gauche on disait qu'ils étaient presque pareils. Alors, maintenant, Jules Roy se demande avec amertume s'il n'a pas usurpé cette réputation d'homme de gauche. Qu'est-ce qu'un homme de gauche, dans ce cas, sinon un illuminé ou un doux rêveur?

— *J'aurais dû, sous prétexte d'aider les peuples à se libérer de l'Occident, ne pas contrarier les seigneurs chinois, prêts à répandre sur la planète leurs propagandistes et leurs instructeurs militaires, et me laisser embabouiner par eux au son du tambour géant de leurs explosions atomiques?*

Duperie, escroquerie, sinistre plaisanterie : voilà les mots de Jules Roy pour qualifier les mythes que cette fameuse gauche fait courir sur la Chine et ses Chinois.

— *Il n'y a aucune possibilité de compréhension, de conversation même, de l'Occident avec la Chine.*

Le mot est catégorique. Jules Roy a compris. Les Chinois ne sont pas des blancs, ni des occidentaux, ni des européens. Sept cents millions de Chinois sont persuadés que le reste de la terre est habité par des barbares. Il se sent avec plaisir barbare d'Occident.

— *En Chine, on ne ment pas, dit-il pour conclure, on s'exprime... Là-bas, c'est moins le règne de la liberté que celui de la terreur.*

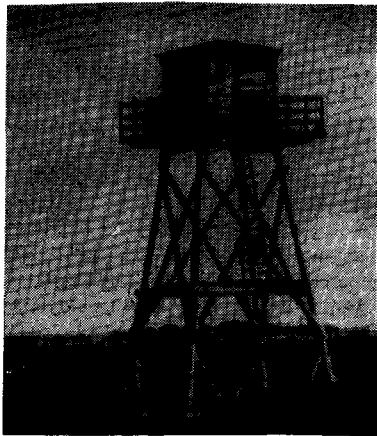
Jules Roy présente avec son livre le volumineux dossier de la Chine nouvelle. Chine éternelle en réalité que le communiste Mao a rendu simplement monstrueuse.

Jules Roy revient de loin : il revient de Chine.

François d'ORCIVAL



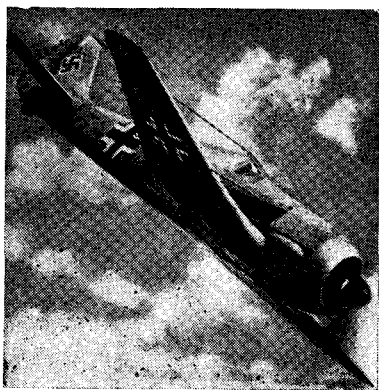
SUR LES RAYONS DU LIBRAIRE



Le camp du capitaine Palacios

La collection « Action » va publier très prochainement deux livres de guerre particulièrement extraordinaires. Ce sont des témoignages et des documents qui expliquent parfaitement la mentalité profonde de l'Occident, son sens de l'honneur, sa passion de la liberté, sa nostalgie des époques chevaleresques.

DOUZE ANS EN ENFER est le récit d'un officier de la fameuse « Division bleue », composée des volontaires espagnols servant sur le front de l'Est, devant Leningrad. Fait prisonnier au cours d'une attaque meurtrière en 1943, le capitaine Palacios devait passer des années dans les camps, les bagnes et les prisons soviétiques. Mais, soutenu par une foi profonde et une volonté implacable, il décide de ne pas subir et de refuser tout ce que lui demanderont ses gardiens et ses juges.



L'avion de Walter Nowotny

Son récit est un témoignage irrécusable sur la Russie stalinienne, sur le régime communiste, sur les méthodes policières au-delà du rideau de fer. Il nous fait découvrir un univers concentrationnaire que le monde libre ne doit jamais oublier.

Ce qui est particulièrement significatif dans ce livre, c'est la personnalité du capitaine Palacios, véritable héros de Don Quichotte, riche de courage et d'orgueil, espagnol jusqu'aux bouts des ongles, infiniment plus grand que ses bourreaux, car il sait que la personnalité des âmes fortes est indestructible.



Une autre âme forte de la dernière guerre fut, sans conteste, Walter Nowotny, dont la figure sera évoquée dans le livre, LE PREMIER DES AIGLES.

Ce fut l'as de la chasse allemande. Il s'est tué en s'écrasant au sol, après sa 258^e victoire. Il était Autrichien et il n'avait pas vingt-quatre ans. Il avait reçu l'une des plus hautes décorations de son pays : la croix de chevalier de la croix de fer avec feuilles de chêne et brillants.

Dans ce livre, écrit par son frère, on revit les combats aériens sur tous les fronts, depuis les premiers jours de la campagne de Russie. C'est le célèbre pilote de chasse français Pierre Clostermann qui a préfacé l'édition allemande de ce livre, et il déclare : « La jeunesse n'aura jamais trop d'exemples d'énergie et de courage. Je souhaite que ce livre donne à la jeunesse la force de regarder l'avenir en face et que les gens plus âgés se souviennent aussi, en lisant ce livre de la génération sacrifiée par la guerre qui (en dehors de toute autre interprétation) a, en définitive, sauvé l'honneur de la nation allemande dans tous les cieux de l'Europe. »



A la Librairie de l'Amitié, Madame Gingembre et ses collaboratrices font l'inventaire. La Librairie a deux ans d'existence : c'est le moment, pour son animatrice, de faire le point. D'abord, cela se voit tout de suite, elle s'est considérablement agrandie. Ecrivains et journalistes, lui ont également témoigné leur sympathie à de nombreuses occasions. Et désormais, le « beaujolais au tonneau » est une tradition pour des amis comme Jacques Laurent, Pierre Gripari, Coral ou Saint Loup, parmi bien d'autres.

La Librairie de l'Amitié est aussi un lieu de rencontre, où l'on converse avec ses amis.

Dans ses rayons, près de 5.000 ouvrages de tous genres ont été sélectionnés pour leur valeur ou leur qualité ; un choix en a été publié dans le catalogue annuel. Pour cette année, Madame Gingembre a beaucoup de projets : d'abord développer le Club de l'Amitié, qui compte déjà près de 2.000 membres. Elle étudie actuellement une formule dynamique et originale. Elle a, en tout cas, prévu de lui donner une lettre mensuelle, dans laquelle, outre la sélection des meilleurs livres du mois, serait annoncée une affaire intéressante : un livre épuisé, retrouvé par la Librairie de l'Amitié, offert à ses amis pour un prix défiant toute concurrence.

La Librairie de l'Amitié :
68, rue de Vaugirard,
Paris VI^e 222.34.01



Le dernier en date des pamphlets d'André Figueras. Une pierre de plus à l'édifice qu'il a patiemment construit contre le Régime. Et une pierre de taille. Celle-ci est faite pour la réhabilitation. Cette biographie est une apologie sans réserves, et non l'occasion d'une critique politique comme pour Fabrice Laroche (*Salan devant l'opinion*). Lettres reçues, témoignages recueillis, en forment la trame. Elle plaira aux parents, aux amis, aux partisans. Elle servira l'honneur de celui qui, en dépit des « amnisties » provisoires, reste toujours le prisonnier de la vengeance. (*Table Ronde*. 14 F).

André Figueras

Salan
Raoul,
ex-général

Paru voici 15 ans, réédité maintenant, l'essai de Roger Stéphane répond à la société des technocrates par les hommes de l'aventure. A l'heure de l'automation, il présente trois visages séparés par les idéologies, mais à jamais réunis par le tempérament : T.E. Lawrence, l'aventurier d'Arabie, Ernst von Salomon, le réprouvé des Baltikums, André Malraux, l'engagé des combats d'Espagne. Tous trois ont été des condottiere-écrivains, des hommes d'audace et de volonté ; tous trois, avec des fortunes diverses, ont opposé leur destinée aux choses en place. Furent-ils, comme Stéphane (à qui l'on doit déjà une biographie de Louis Rosset) le prétend, « les derniers à avoir tenté de trouver l'authenticité par l'aventure » ? Nous ne le pensons pas. L'aventure tient aux circonstances, mais aussi à la nature des hommes. Dans l'action, contrairement à ce qu'écrivit Sartre dans sa préface, aventuriers et militants peuvent se rejoindre. (*Grasset*. 15 F).

Roger Stéphane

Portrait
de
l'Aventurier

Il y a deux manières d'échapper à l'automatisme contemporain qui menace l'homme, pense Koestler. L'une est l'évasion hors de la réalité, et il la refuse. L'autre est la recherche, la découverte, l'intuition créatrice, et c'est l'objet de son étude. Le cri d'Archimède, c'est la joie de l'homme qui a trouvé l'impérissable vérité qui le rendra éternel. Ce livre est le bilan de tout ce qu'il peut y avoir de commun entre la création littéraire, scientifique et comique, entre le sage, l'artiste et le bouffon. Marxiste depuis longtemps brouillé avec les marxistes, auteur d'un étonnant *Testament espagnol*, dans lequel se sont reconnus tous les détenus politiques, Koestler a connu l'esclavage du *Zéro et de l'infini*. Parti chercher une réponse en Orient, il en est revenu « assez fier d'être Européen, et avec cette certitude que j'ai exprimé sans ambiguïté : la continuité dans le changement et l'unité dans la diversité sont les premières conditions d'une civilisation viable ». On ne peut qu'approuver. (*Calmann-Lévy*).

Arthur Koestler

Le cri
d'Archimède

Avec son essai sur la *philosophie tragique* (P.U.F.), écrit à 22 ans, Clément Rosset avait montré plus que de l'intelligence. Le pamphlet serein qu'il publie aujourd'hui confirme toute l'importance que nous lui attachons. Cette *Lettre* est une charge implacable, une sorte de pastiche philosophique, dont les universalistes ne se relèveront pas. Sartre, Teilhard et Camus sont ridiculisés, non pas tant dans leur pensée propre, que dans leurs sophismes et leurs arguments. Rosset s'emploie à plaider ici, avec un humour retenu jusqu'à la dernière ligne, « l'actualité du problème chimpanzé », et l'urgence d'octroyer à ces primates les droits civiques qui les feront participer à la société des Hominiens de demain, lorsque les « structures aliénantes » qui justifient leur apparent sous-développement auront été éliminées ! Sans bruit ni fanfare, c'est bien un refus total du dogmatisme égalitaire. Mieux, une profession de foi sacrilège aux regards des officiants de la conscience universelle. Il faut la faire entendre. (*Gallimard*. 5 F).

Clément Rosset

Lettre
sur
les
chimpanzés

SUR LES ÉCRANS DU CINÉMA

L'ANGE BLEU

de Josef von Sternberg

Il n'y a qu'un Ange Bleu. Celui qu'à l'aube du cinéma parlant, en 1930, Josef von Sternberg (les nuits de Chicago, les damnés de l'océan) créa, inaltérable, pour le cinéma sureuropéen. De admirables Rapaces de von Stroheim jusqu'au Feu Follet de Louis Malle, on a cent fois traité de la dégradation de l'homme, de sa chute vertigineuse au plus profond de ce qu'il ignorait jusqu'alors porter en lui.

Ce qui compte dans l'Ange Bleu c'est un certain nombre de présences et d'éclairages. C'est le jeu fantastique du grand Emil Jannings. C'est la construction



rigoureuse, et pour la première fois aussi nette au cinéma, d'un drame, c'est-à-dire d'une histoire qui commence comme une comédie humaine pour finir dans l'amertume et la déchirance. C'est le symbolisme, non pas abstrait, mais intérieur au film, qui fait se correspondre, de partie en partie, image par image, élément par élément. C'est enfin, c'est surtout le renouveau du phénomène de la vamp au cinéma, c'est l'apparition de Marlène Dietrich.

Personne n'oubliera la voix de Lola, ses chansons, son sourire équivoque dans l'air enfumé du cabaret qu'agitent les trémolos du pianola. Personne n'oubliera le ton de cinéma clos, ces observations impeccables, ces jeux d'ombre et de lumière. Un film, une époque, un destin.

UN CAÏD

de Bryan Forbes

Comment la hiérarchie de la force et de la ruse se substitue-t-elle à celle de l'ordre établi, dans les circonstances particulières d'un camp de guerre japonais. Comment disparaît-elle quand ces circonstances disparaissent elles-mêmes. Voilà le problème qu'effleure, mais n'approfondit pas, Un Caïd. Film sans prétentions, mais sans ennuï.

CAT BALLOU

Que M. Elliot Silverstein, producteur de télévision, veuille systématiquement parodier le western américain, cela le regarde. Qu'il y mette autant de vulgarité, de maladresse, de conformisme et finalement de bêtise, ce n'est pas admissible. La présence de Lee Marvin (l'un des tueurs d'A bout portant) ne rattrape pas le cynisme raté de cette mauvaise entreprise.

SUR LA PISTE DE LA GRANDE CARAVANE.

On sait que le cinérama coûte cher. Pour en assurer les frais, faut-il vraiment n'en faire que des âneries? Il est triste que l'Amérique de Manhattan ne se souvienne de la ruée vers l'Ouest que, pour en faire une opérette à Broadway.

REPULSION

Avec ce film de violence, Roman Polanski construit avec rigueur un cauchemar dans la vie quotidienne. C'est ce qui lui donne sa puissance. Dommage qu'il la place sous le signe du délire érotico-freudien.

LES TRIBULATIONS D'UN CHINOIS EN CHINE

On ne refait pas deux fois L'Homme de Rio. Même Jean-Paul Belmondo en a l'air convaincu. Et Ursula Andress s'ennuie, mais s'ennuie!

OPERATION TONNERRE

de Terence Young

Malgré moyens et crédits mis en œuvre, cette Opération Tonnerre manque de dynamisme. Elle ne séduira nul nouveau spectateur, mais ravira peut-être les fanatiques de Sean Connery, qui y retrouveront la mythologie ordinaire de leur héros : James Bond se bat sous l'eau, encore qu'il trouve aussi des requins sur la terre ferme. Il s'en tirera évidemment. Mais sa victoire est moins symbolique. Ses adversaires des autres aventures étaient plus politiquement marqués. D'un anti-communisme certain, où le communisme s'incar-



nait sous des couleurs de peau diverses, la série glisse vers un neutralisme très à propos, vers une violence dépolitisée qui a permis aux critiques communistes de mettre dans leur appréciation la tolérance qu'il y refusaient auparavant.

Il reste que, méprisée des intellectuels fumeux et des psychanalystes en chambre, condamnée pour la seconde fois par l'Osservatore Romano, la recette « Bond » fait toujours son effet.

James Bond incarne, nous l'avons dit bien souvent, le refus des pseudo-problèmes véristes, des cas de conscience métaphysico-freudiens. Entre l'escroquerie à l'évasion mentale, et le misérabilisme d'opérette, Sean Connery doit avoir sa place.

COURRIER

LOUIS ROSSEL ? CONNAIS PAS.

« Je remarque, dans votre dernier numéro, une longue et belle citation de Louis Rossel. D'autre part, *Europe-Action hebdomadaire* fait état d'une émission consacrée au même Louis Rossel, dont il affirme qu'il est un exemple d'Occident. Je n'ai pas pu voir cette émission de télévision, étant pris ce soir-là. Aussi, j'ignore encore exactement qui est cet officier de la Commune ? Pouvez-vous me renseigner ? »

Jean-Pierre Ménain.
Paris-8°

— *L'émission consacrée à Louis Rossel a finalement été reportée, comme il est de coutume à la télévision française. Elle devait être présentée par le marxiste Roger Stéphane, auteur d'un livre où il annote les papiers posthumes de Rossel parus en 1871. Il y a donc lieu de douter du ton qu'elle devait avoir. En revanche, nous avons longuement parlé de Louis Rossel dans notre numéro 3 (fiche) : ce jeune officier, colonel à 27 ans, fut écœuré par la capitulation du général Bazaine à Metz, en octobre 1870. Il définit alors les premiers principes de la lutte révolutionnaire. Aussi lorsqu'éclate l'insurrection patriotique et populaire de la Commune, il se range « sans hésitation aux côtés de ceux qui ne comptent pas dans leurs rangs des généraux coupables de capitulation ». Arrêté par les Versaillais le 7 juin 1871, considéré comme chef des Fédérés après le limogeage du général Cluseret, il est fusillé par le Pouvoir le 28 novembre 1871, au fort de Satory. Son exemple a inspiré bien d'autres jeunes officiers insurgés à l'époque contemporaine.*

E.A.



NOTRE JEU.

« Le jeu de *Europe-Action* n° 37 est le meilleur que vous ayez fait, parce que le plus instructif sur « notre » mentalité. Continuez dans ce sens. Mais je dois vous dire, toute modestie mise à part, qu'ayant eu 59 points sur 60, je

l'ai trouvé un peu trop facile. Vous devriez accentuer la difficulté des prochains. »

J.B. Le Cloardec.
Saint-Nazaire.

— *Félicitations pour votre sagacité politique. Selon notre classement, nous avons du travail pour vous, et nous sommes certains que vous en avez trouvé auprès du Comité Europe-Action de votre ville. Cela dit, nous avons reçu beaucoup d'autres correspondances trouvant au contraire ce jeu trop difficile. La vérité est qu'il y avait effectivement quelques « pièges ». Nous aurons réussi notre tâche lorsque tous les lecteurs les auront surmontés.*

E.A.



QUE FAIT PRENANT ?

« La presse de ce matin annonce que M. Marcel Prenant, directeur du *Débat communiste*, a demandé sa réintégration au P.C.F. Or, dans votre dossier sur la crise de la gauche, vous citez souvent cet organe de presse, et vous indiquez que M. Prenant a quitté le P.C. au moment de sa prise de position en faveur du « biologiste » soviétique Lysenko. Est-ce que M. Prenant estime que les conditions de son départ sont annulées, ou bien a-t-il changé d'idées ? »

René Le Marcadier.
Vaux-le-Vicomte

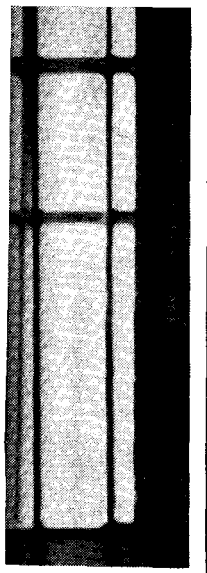
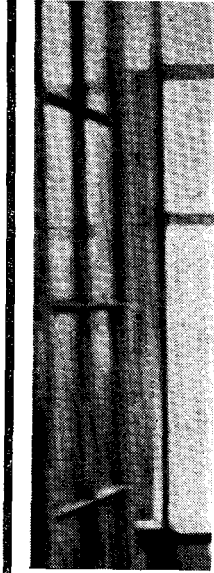
— *Le fait que vous citez est exact. Mais la demande du professeur Prenant a été énergiquement repoussée, comme on pouvait s'y attendre, par le Comité Central du P.C. Nous ne pensons pas que Marcel Prenant ait changé d'idées quant à ses conceptions scientifiques ; il n'aurait pu le faire sans renier un siècle de découvertes biologiques. Mais on peut penser qu'il eût voulu voir, sans illusions sans doute, si le parti communiste français avait « déstalinisé » sur ce point. La réponse du Comité Central est donc une claire indication : M. Waldeck-Rochet et ses amis n'ont pas encore été atteints par la vague révisionniste partie du Kremlin.*

M. Henric von Schwerin.
Stockholm.

— *A qui le dites-vous !*

E.A.





A sept heures chaque soir, les portes des cellules, entrouvertes dans la journée, sont verrouillées et les détenus politiques sont enfermés, jusqu'au lendemain 7 heures. Ils sont encore près de deux cents dans les prisons gaulloises, ballotés de l'une à l'autre, sous les plus légers prétextes, soumis périodiquement à toutes les brimades. Ils passent en prison leur quatrième ou leur cinquième hiver.

Chaque jour augmente la lassitude qui pèse sur eux, accroît les tensions de cet univers artificiel des divisions politiques des prisons, apporte, hélas, son cortège de mauvaises nouvelles matérielles et souvent familiales. Des conditions déplorable de visites empêchent pratiquement les épouses et les enfants de voir leur prisonnier avec un minimum d'intimité et de décence. Et ces familles venant « au parloir » sont souvent traitées sans la moindre correction.

A tout cela s'ajoutent les espoirs déçus encore plus cruellement, en cette fin d'année, avec les grâces de Noël et l'amnistie d'abord prévue pour janvier et encore reculée... Et qui peut dire si vraiment à Pâques la loi d'amnistie et les grâces traditionnelles apporteront enfin la liberté aux deux cents détenus politiques dont le maintien en prison, quatre ans après l'abandon de l'Algérie, est la honte d'un régime et presque d'un peuple.

Voilà le fait dans sa sécheresse et sans commentaires. Nous devons le dire, le faire connaître et empêcher qu'après le réveil de la campagne présidentielle, il soit oublié par nos compatriotes.

MAURICE GINGEMBRE
Derrière les barreaux

En septembre 1961, le directeur des mines du Djebel Onk est arrêté dans l'avion qui le ramène vers Alger.

Maurice GINGEMBRE, que sa passion pour l'Algérie Française avait conduit à assumer de hautes responsabilités, devait passer en prison quatre lourdes années.

Il vient d'être enfin libéré et nous a écrit pour s'adresser à ses camarades de captivité et à tous ceux qui ne veulent pas ignorer ce drame.

Libéré le 24 décembre, j'ai en effet été heureusement surpris par l'importance que dans tous les milieux sociaux chacun attachait à ce problème et combien tous les Français, même et surtout les gaulloises (comme on les comprend!), voulaient que cette plaie soit effacée et que le boulet disparut.

A mes camarades encore détenus, je voudrais dire combien, à travers des orientations et des idées parfois différentes, nous sommes et nous restons tous solidaires. La liberté que nous avons retrouvée est pour nous incomplète et imparfaite tant qu'il restera un seul détenu politique en France.

La vie de prisonnier est une vie absurde que le pouvoir nous a obligé et nous oblige encore de mener mais elle a créé entre nous tous, sans que quelquefois nous en ayons conscience, une solidarité profonde que notre premier contact avec le monde extérieur nous confirme. Plus longue, plus dure a été notre incarcération, plus solide, plus profonde est cette solidarité.

Nous sommes très nombreux déçus à ne pas avoir de repos avant que nous aient rejoints ceux qui sont encore derrière les barreaux et avant que tous aient pu reprendre la vie normale d'hommes libres, au lieu d'être des matricules soumis à l'arbitraire de l'administration pénitentiaire, une des plus arriérées du monde. C'est une tare que le régime a entretenu dans notre pays depuis des dizaines d'années.

Maurice GINGEMBRE



Vrais vins de vigneron
Eau de vie de pays
ANDRE DELACHAUX

171, rue du Général-Leclerc
Marlotte (S.-&M.)

Tél. : 931-90-11

Pur rhum distillé à la Guadeloupe

DISQUES ALLEMANDS

Variétés — Folklore — Classiques
documentation sur demande

La maison du disque

Haguenu (Bas-Rhin)

Denise TROGNEE

achète

Meubles, bibelots,

Tableaux, argenteries

EXPERTISES ET PARTAGES DE SUCCESSION

83, rue Legendre — Paris 17^e

10 à 18 h. — Tél. 228-07-11

Le soir : 647-78-87

Comme tout journaliste qui ne dépend ni directement ni indirectement de MM. de Rothschild, Pinatel se débat dans des difficultés financières.



« Le Trait » vivra-t-il? La question reste... pendante.

Et la réponse :

C.C.P. 17.69400 — Paris.

15 F l'abonnement — 35, Rue Saint-Paul (4^e).

Chaque N° : 36 pages de caricatures au vitriol.

ABONNEMENT

Abonnement à la « Lettre hebdomadaire seule » .. 30 F
(étranger : 40 F.)

Abonnement à la revue mensuelle seule 20 F
(étranger : 25 F.)

Abonnements aux Cahiers trimestriels seuls 20 F
(étranger : 25 F.)

Abonnement complet : 60 F au lieu de 70 F.

(étranger : 75 F.)

à retourner à
68, rue de Vaugirard
Paris-6^e

Nom
Prénom
Age
Profession
Adresse

Ville
Département
Souscrit un abonnement :
(1)

A partir du N° F.

Et verse la somme de :

Par virement postal (2)

Chèque bancaire (2)

Mandat à CCP (2)

Libellé à l'ordre
d'Europe-Action
C.C.P. Paris 21.684.41

(1) Hebdomadaire, mensuel
trimestriel, complet.

(2) Rayer les mentions inutiles.

En vente permanente aux bureaux d'Europe-Action

1	Abonnement à EUROPE-ACTION mensuel	20	F
2	Abonnement à la lettre hebdomadaire d'EUROPE-ACTION	30	F
3	Abonnement aux Cahiers trimestriels d'EUROPE-ACTION	20	F
4	Abonnement complet à EUROPE-ACTION (mensuel, hebdomadaire, trimestriels)	60	F
5	Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1963 (mensuel)	25	F
6	Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1964 (mensuel, n° 16 épuisé)	15	F
7	Collection complète d'EUROPE-ACTION année 1965 (mensuel)	15	F
8	EUROPE-ACTION : « Qu'est-ce que le Nationalisme ? »	3	F
9	C.E.P.E.O. : « Eléments pour une Economie Organique »	3	F
10	Pierre Hofstetter : Où vont les U.S.A. ?	5	F
11	Robert-Jean Bradout : Les Baïonnettes du Kremlin	5	F
12	Gilles Fournier & Fabrice Laroche : Vérité pour l'Afrique du Sud	5	F
13	Pierre Hofstetter : O.N.U. danger!	5	F
14	Coral : Journal d'un suspect	Prix exceptionnel : 10	F
15	Coral : Petit guide des fonds de poubelles	4	F
16	Jean Mabire : Drieu parmi nous (dédicacé)	14,70	F
17	Fabrice Laroche : Salan devant l'opinion (dédicacé)	15,45	F
18	Fabrice Laroche & François d'Orcival : Le courage est leur patrie (dédicacé)	13,90	F
19	Catalogue 1966 de la Librairie de l'Amitié (paiement en timbres)	2	F

Bulletin de commande

NOM Prénom
Adresse

Commande les numéros suivants :

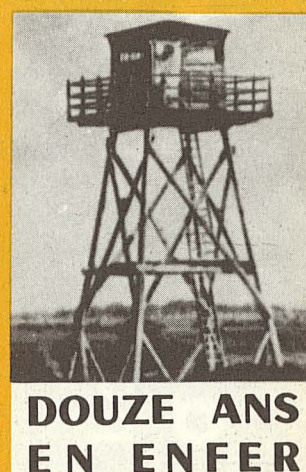
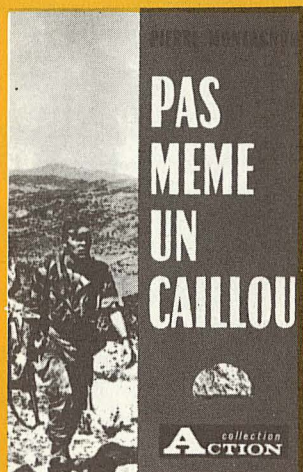
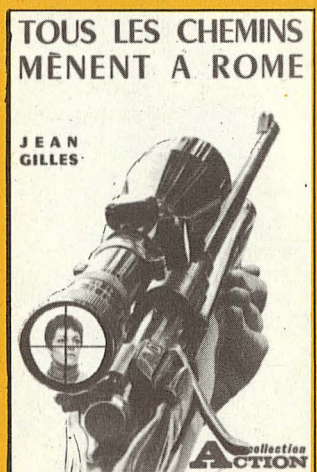
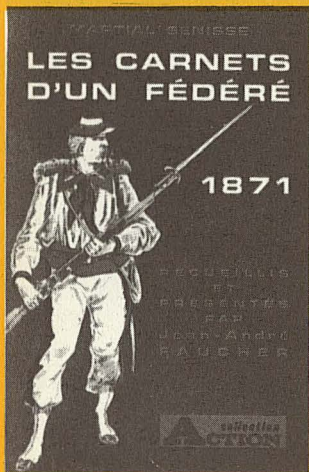
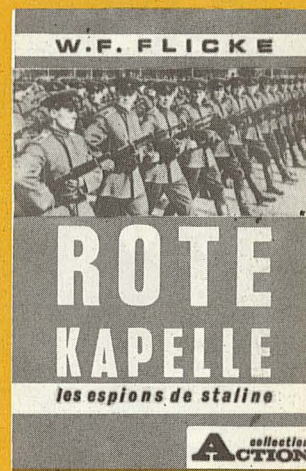
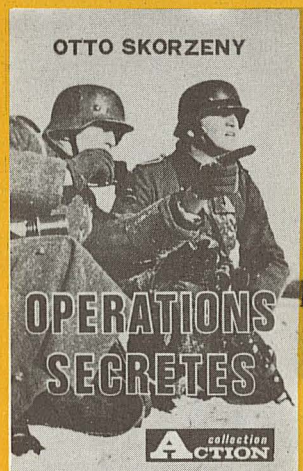
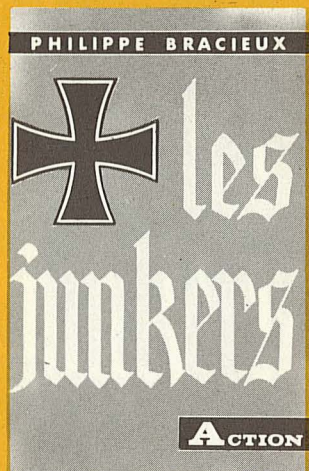
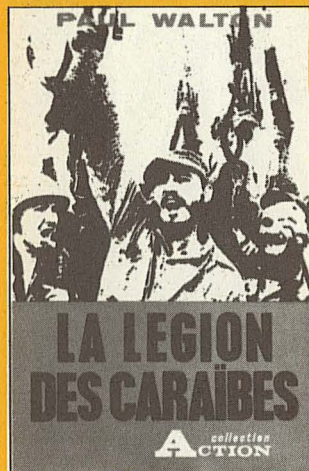
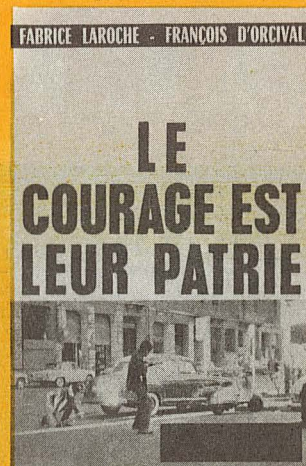
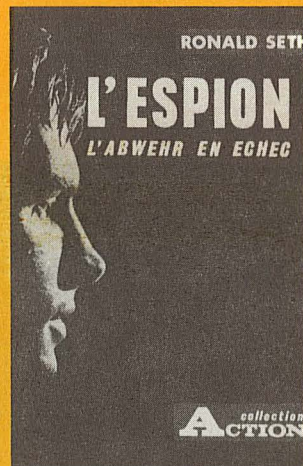
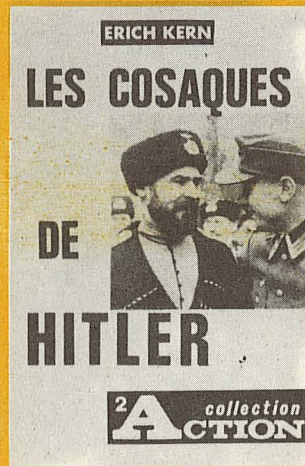
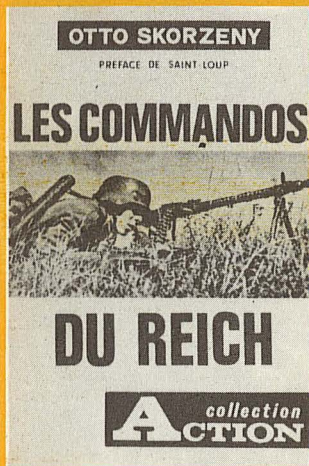
et joint la somme totale de au C.C.P. EUROPE-ACTION, Paris 21.684.41

Le Signature

A collection
CTION

UN LIVRE NOUVEAU
TOUS LES MOIS

A collection
CTION



AVENTURES DE
TOUS LES TEMPS

A collection
CTION

GUERRIERS DE
TOUS LES PAYS

EUROPE ACTION

Quand l'argent précède, toutes les
portes s'ouvrent. SHAKESPEARE



n° 38 - février 1966

MICHEL DEBRÉ

2 F.

N.M.P.P.